

**ACCIOR – A.R.C.**

53, rue Benjamin Franklin - CS 80654  
85016 La Roche-sur-Yon Cedex  
S.A.S au capital de 40 000 €  
343 156 766 RCS La Roche-sur-Yon  
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la  
Compagnie Régionale Ouest Atlantique

**DELOITTE & Associés**

6, place de la Pyramide  
92908 Paris-La Défense Cedex  
S.A.S. au capital de 2 188 160 €  
572 028 041 RCS Nanterre  
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la  
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

**COGELEC S.A.**

370 Rue de Maunit  
85290 MORTAGNE-SUR-SEVRE

-----

Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes consolidés  
Exercice clos le 31 décembre 2020

Ce rapport contient 64 pages

**ACCIOR – A.R.C.**  
53, rue Benjamin Franklin - CS 80654  
85016 La Roche-sur-Yon Cedex  
S.A.S au capital de 40 000 €  
343 156 766 RCS La Roche-sur-Yon  
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la  
Compagnie Régionale Ouest Atlantique

**DELOITTE & Associés**  
6, place de la Pyramide  
92908 Paris-La Défense Cedex  
S.A.S. au capital de 2 188 160 €  
572 028 041 RCS Nanterre  
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la  
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

## **COGELEC S.A.**

*siège social :*  
370 Rue de Maunit  
85290 Mortagne-sur-Sèvre  
*n° SIRET :*  
433 034 782 00030

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'assemblée générale de la société COGELEC,

### **Opinion**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société COGELEC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### **Fondement de l'opinion**

---

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

---

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### **Evaluation et dépréciation des immobilisations incorporelles issues de développement**

Les immobilisations incorporelles issues de développement, dont les principes de comptabilisation sont décrits dans la note « 6.4.8 Immobilisations incorporelles », figurent au bilan au 31 décembre 2020 pour un montant net de 6 852 K€, et ont fait l'objet de tests de dépréciation selon les modalités décrites dans les notes « 6.4.10 Suivi de la valeur des actifs non courants (hors actifs financiers) » et « 6.6.1 Dépréciation des actifs non financiers » de l'annexe.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation fondés sur les prévisions de flux de trésorerie, et contrôlé la cohérence des hypothèses utilisées avec les données prévisionnelles issues de plans stratégiques établis sous le contrôle de la direction du groupe. Nous avons également vérifié que les notes de l'annexe des comptes consolidés donnent une information appropriée.

### **Comptabilisation des produits**

Les notes « 6.4.18 Reconnaissance des produits » et « 6.8.1 Chiffre d'affaires » de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à la reconnaissance du Chiffre d'affaires.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe des comptes consolidés et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

## Vérifications spécifiques

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

*Fait à La Roche-sur-Yon et à St Herblain, le 21 avril 2021*

*Les commissaires aux comptes*

ACCIOR – A.R.C.  
Sébastien CAILLAUD

DELOITTE & ASSOCIES  
Guillaume RADIGUE



# Comptes consolidés

*Exercice clos le 31 décembre 2020*

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DU GROUPE AU 31 DECEMBRE 2020

Dans l'ensemble des états financiers et annexes, les montants sont indiqués en milliers d'Euros (K€), sauf indication contraire, et les différences de  $\pm 1$  K€ sont dues aux arrondis.

**1 BILAN CONSOLIDE**
**1.1 ACTIF**

ACTIF	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Immobilisations incorporelles	3.6.7.1	7 649	8 205
Immobilisations corporelles	3.6.7.2	9 569	8 157
Autres actifs financiers	3.6.7.3	454	264
Autres actifs non courants	3.6.7.4	4 663	4 108
Actifs d'impôts non courants	3.6.7.5		
<b>Total actif non courant</b>		<b>22 334</b>	<b>20 734</b>
Stocks et en-cours	3.6.7.6	13 218	10 511
Créances clients et comptes rattachés	3.6.7.7	11 310	9 811
Autres actifs courants	3.6.7.7	2 855	2 196
Actifs d'impôts courants	3.6.10.1	66	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.6.7.8	12 056	17 371
<b>Total actif courant</b>		<b>39 505</b>	<b>39 889</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>61 840</b>	<b>60 624</b>

**1.2 PASSIF**

PASSIF	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Capital social	3.6.7.9 et 3.5	4 004	4 004
Primes d'émission	3.5	18 551	18 551
Autres éléments du résultat global	3.5	189	-159
Réserves consolidées part du groupe	3.5	-8 298	-3 681
Résultat consolidé part du groupe	3.5	-4 020	-2 862
<b>Capitaux propres part du groupe</b>	<b>3.5</b>	<b>10 426</b>	<b>15 853</b>
Réserves consolidées part des minoritaires	3.5		
Résultat consolidé part des minoritaires	3.5		
<b>Capitaux propres part des minoritaires</b>	<b>3.5</b>		
<b>Total capitaux propres</b>		<b>10 426</b>	<b>15 853</b>
Emprunts et dettes financières	3.6.7.10	10 642	8 885
Provisions pour engagements de retraite	3.6.7.12	794	606
Autres provisions à long terme	3.6.7.13	937	1 043
Autres passifs non courants	3.6.7.15	22 143	19 419
Passifs d'impôts non courants	3.6.7.5	137	134
<b>Total passif non courant</b>		<b>34 654</b>	<b>30 087</b>
Emprunts et dettes financières	3.6.7.10	3 942	3 191
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3.6.7.15	4 287	2 803
Autres passifs courants	3.6.7.15	8 530	7 205
Passifs d'impôts courant	3.6.10.1		1 485
<b>Total passif courant</b>		<b>16 759</b>	<b>14 683</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>61 840</b>	<b>60 624</b>

**2 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**

	Notes	31/12/2020	31/12/2019
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>3.6.8.1</b>	<b>40 431</b>	<b>39 984</b>
Autres produits de l'activité		5	5
Achats consommés	<b>3.6.8.2</b>	-15 173	-15 125
Charges de personnel	<b>3.6.8.3</b>	-16 030	-14 213
Charges externes	<b>3.6.8.4</b>	-8 170	-8 205
Impôts et taxes		-652	-590
Dotations / Reprises amortissements	<b>3.6.7.1 et 3.6.7.2</b>	-3 955	-3 301
Dotations / Reprises provisions et dépréciations		-262	-370
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		1 142	626
Autres produits et charges opérationnels courants	<b>3.6.8.5</b>	692	305
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>-1 972</b>	<b>-884</b>
Autres produits et charges opérationnels	<b>3.6.8.6</b>	-594	-1
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>3.6.4.25</b>	<b>-2 566</b>	<b>-885</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		20	22
Coût de l'endettement financier brut		-175	-232
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>3.6.4.25 et 3.6.8.7</b>	<b>-155</b>	<b>-210</b>
Autres produits et charges financiers	<b>3.6.8.7</b>	-196	132
Charges d'impôt	<b>3.6.10.1</b>	-1 104	-1 899
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence			
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>		<b>-4 020</b>	<b>-2 862</b>
Part du groupe		-4 020	-2 862
Part des minoritaires			
<b>RESULTAT NET DE BASE PAR ACTION</b>	<b>3.6.4.26</b>	<b>-0,4671</b>	<b>-0,3265</b>
<b>RESULTAT NET DILUE PAR ACTION</b>	<b>3.6.4.26</b>	<b>-0,4671</b>	<b>-0,3265</b>

**3 ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL**

	31/12/2020	31/12/2019
<b>RESULTAT DE LA PERIODE</b>	<b>-4 020</b>	<b>-2 862</b>
<b>Eléments recyclables en compte de résultat</b>		
Ecart de conversion	222	-76
Impôts sur éléments comptabilisés directement en capitaux propres		
<b>Eléments non recyclables en compte de résultat</b>		
Impôts sur éléments comptabilisés directement en capitaux propres	11	30
Ecart actuariel	-44	-117
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		
<b>AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE</b>	<b>189</b>	<b>-163</b>
<b>RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE</b>	<b>-3 832</b>	<b>-3 025</b>
Part du groupe	-3 832	-3 025
Part des minoritaires		

**4 TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE**

	Notes	31/12/2020	31/12/2019
<b><u>FLUX DE TRESORERIE LIE A L'ACTIVITE</u></b>			
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>3.2</b>	<b>-4 020</b>	<b>-2 862</b>
Dotations nettes aux amortissements et provisions	<b>3.6.7.1-3.2-3.3-3.7-3.12-</b>	4 124	3 567
Reprises de subventions	<b>3.6.8.5</b>	-717	-421
Part des produits constatés d'avance repris au résultat	<b>3.6.7.15</b>	-2 272	-1 948
Plus et moins-values de cessions	<b>3.6.9.1</b>	646	-13
Ecart de change sur réciprocitys		220	-135
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>-2 019</b>	<b>-1 813</b>
Coût de l'endettement financier net	<b>3.6.8.7</b>	155	210
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	<b>3.6.9.2</b>	799	1 609
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>-1 065</b>	<b>6</b>
<b>Impôts versés</b>	<b>3.6.9.3</b>	<b>-2 335</b>	<b>771</b>
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :</b>			
- Autres actifs non courants	<b>3.6.7.4</b>	-554	-598
- Stocks	<b>3.6.9.4</b>	-2 697	-2 174
- Clients	<b>3.6.9.5</b>	-1 512	-823
- Autres actifs courants (hors prêts et cautions)	<b>3.6.9.6</b>	-701	-466
- Autres passifs non courants	<b>3.6.9.7</b>	2 733	3 197
- Fournisseurs	<b>3.6.9.8</b>	1 239	-91
- Autres passifs courants	<b>3.6.9.9</b>	4 320	4 055
	<b>Total</b>	<b>2 827</b>	<b>3 100</b>
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>-574</b>	<b>3 877</b>
<b><u>FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u></b>			
Acquisitions d'immobilisations	<b>3.6.9.10</b>	-4 261	-3 728
Cessions d'immobilisations	<b>3.6.8.6</b>	32	39
Variation des prêts et avances consenties	<b>3.6.9.11</b>	-156	-23
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>-4 385</b>	<b>-3 712</b>
<b><u>FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</u></b>			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	<b>3.5</b>		
Augmentation de capital en numéraire	<b>3.5</b>		
Actions propres	<b>3.5</b>	-1 595	-612
Emissions d'emprunts	<b>3.6.9.12</b>	4 999	4 334
Remboursements d'emprunts	<b>3.6.7.10</b>	-3 578	-2 749
Coût de l'endettement financier net	<b>3.6.8.7</b>	-155	-210

<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>-330</b>	<b>763</b>
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE</b>		<b>-5 288</b>	<b>928</b>
Trésorerie d'ouverture		17 371	16 353
Trésorerie de clôture	<b>3.6.7.8</b>	12 056	17 371
Variation des écarts de conversion		27	-90
<b>Variation de la trésorerie</b>		<b>-5 288</b>	<b>928</b>

## 5 TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

	Capital social	Primes	Autres éléments du résultat global	Réserves	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres	Intérêts minoritaires	Capitaux propres groupe
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>4 004</b>	<b>18 551</b>	<b>4</b>	<b>-2 005</b>	<b>-1 064</b>	<b>19 490</b>	<b>0</b>	<b>19 490</b>
<b>Mouvements :</b>								
Affectation résultat N-1				-1 064	1 064			
Actions propres				-612		-612		-612
Écarts actuariels			-87			-87		-87
Écart de change			-76			-76		-76
Résultat consolidé					-2 862	-2 862		-2 862
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>4 004</b>	<b>18 551</b>	<b>-159</b>	<b>-3 681</b>	<b>-2 862</b>	<b>15 853</b>	<b>0</b>	<b>15 853</b>
<b>Mouvements :</b>								
Affectation résultat N-1			159	-3 022	2 862			
Actions propres				-1 595		-1 595		-1 595
Écarts actuariels			-33			-33		-33
Écart de change			222			222		222
Résultat consolidé					-4 020	-4 020		-4 020
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>4 004</b>	<b>18 551</b>	<b>189</b>	<b>-8 298</b>	<b>-4 020</b>	<b>10 426</b>	<b>0</b>	<b>10 426</b>

L'augmentation de capital du 13 juin 2018, liée à l'introduction en Bourse de la Société, a généré une nouvelle prime d'émission d'un montant de 20 110 K€, sur laquelle sont venus s'imputer les frais d'IPO nets d'IS pour un montant de 1 558 K€.

Les actions propres sont retraitées conformément à la note 3.6.7.9.

## 6 NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

---

Les informations ci-après constituent l'annexe des comptes IFRS faisant partie intégrante des états financiers présentés pour les exercices clos le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2019. Chacun de ces exercices a une durée de douze mois couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

Dans l'ensemble des états financiers et annexes, les montants sont indiqués en milliers d'Euros (K€), sauf indication contraire, et les différences de  $\pm 1$  K€ sont dues aux arrondis.

### 6.1. PRESENTATION DU GROUPE ET DES EVENEMENTS IMPORTANTS

#### *6.1.1 Information relative à la Société et à son activité*

La société COGEELEC est une Société Anonyme (SA). Les comptes IFRS comprennent la société mère COGEELEC et ses filiales.

Adresse du siège social : 370 rue Maunit, Mortagne-sur-Sèvre (85290), France.

Numéro du Registre du Commerce et des Sociétés : 433 034 782

COGEELEC est un fabricant français d'interphones téléphoniques et de solutions de contrôle d'accès dans l'habitat collectif et individuel. La société est organisée de façon à apporter la meilleure offre globale à ses clients et à développer de nouveaux produits, en investissant dans la recherche-développement.

La Société COGEELEC et ses filiales est ci-après dénommée la « Société » ou le « Groupe ».

Dans le cadre de son développement à l'export, le 4 décembre 2017, la société COGEELEC a souscrit au capital de la société INTRATONE GmbH. Son siège est à Düsseldorf et la société a été immatriculée le 28 décembre 2017. Le 12 février 2018, la société COGEELEC a souscrit au capital de la société INTRATONE UK Limited dont le siège est à Londres. Le 29 octobre 2018, la société COGEELEC a souscrit au capital de la société INTRATONE BV dont le siège est à Amsterdam. Ces sociétés ont été créées dans le but de faciliter la commercialisation des produits INTRATONE à l'international. Elles sont pour le moment en phase de lancement et ont généré 6.5 M€ de pertes sur 2020 ainsi réparties :

- INTRATONE GMBH : - 3.4 M€
- INTRATONE UK : - 1.9 M€
- INTRATONE BV : - 1.2 M€

#### *6.1.2 Evènements marquants au cours de l'exercice 2020*

La société Cogelec SA durant cette période de pandémie a ardemment travaillé à réadapter sa stratégie d'approche commerciale et à intensifier ses activités de recherche et développement de nouvelles solutions principalement orientée vers le hall connecté.

Le Groupe engagé depuis longtemps dans une démarche responsable de développement durable avec la marque INTRATONE, a poursuivi son action environnementale avec la sensibilisation des acteurs du marché sur la préservation de l'utilisation chaque année de matériaux liée à son modèle GSM.

#### Risque COVID-19 :

En 2020, la performance du Groupe Cogelec a été impactée par la crise mondiale et par le confinement national décrété sur la période de mars à mai 2020. En effet, cette crise a eu pour effet de freiner la croissance de 2020. Cogelec a mesuré les impacts sur les principaux agrégats des comptes sociaux de Cogelec SA en comparant les ventes de matériel sur la période de mars à mai 2020 à la même période sur 2019.

Il en ressort que le chiffre d'affaires de Cogelec SA a été impacté pour environ -2,9 M€ et la marge directe associée de -1.6 M€

En contrepartie la société a réalisé des économies importantes sur les charges de personnel comprenant le recours à l'activité partielle à hauteur de 19 000 h, la prise en charge gouvernementale et la baisse des primes/commissions.

La société COGELEC n'a pas fait de demande de prêt garanti par l'état (PGE) en 2020 et n'a procédé à aucune demande de gel d'emprunts ou de loyers sur l'exercice, ni demandé aucun report de paiement de charges sociales et fiscales.

#### Transfert des titres sur le marché Euronext Growth:

Le 7 décembre 2020, COGELEC a transféré la cotation de ses actions sur le marché Euronext Growth Paris sur autorisation des actionnaires réunis en Assemblée Générale Ordinaire le 1er octobre 2020.. Ce transfert doit permettre à la Société d'être cotée sur un marché plus approprié à la taille de l'entreprise et d'alléger les contraintes réglementaires s'imposant à COGELEC tout en réduisant les coûts afférents à la cotation, tout en continuant de lui offrir le bénéfice des attraits des marchés financiers. Par des communiqués de presse en date du 31 juillet 2020 et du 1er octobre 2020, la Société a indiqué quelles étaient les principales conséquences liées à ce transfert.

L'exercice 2020 a été également marqué par les faits suivants :

- i. Afin de financer le développement commercial de ces filiales, la société COGELEC a consenti une avance de 6,8 M€ au titre de 2020 soit un montant cumulé de de 17,1 M€ au 31 décembre 2020,
- ii. Abandon de certains projets de R&D dont les conditions d'activation des charges en production immobilisée n'étaient plus remplies pour un montant de 0,7 M€
- iii. La société COGELEC SA a engagé une partie des dépenses destinées à l'extension du siège de Mortagne Sur Sèvre pour 1 M€. Ces frais seront refinancés en lease back en 2021 par la conclusion d'un avenant au contrat de crédit-bail actuel

### 6.1.3 Synthèse et perspectives

Il est rappelé que, dans ce contexte de pandémie mondiale, le Groupe pourrait faire face à des décisions prises par les autorités gouvernementales dans les différents pays dans lequel il opère qui pourraient avoir un impact sur les résultats et la situation financière de la société en 2021.

## 6.2 APPRECIATION DES FACTEURS DE RISQUE

Conformément aux dispositions de l'article L 225-100-1 du Code de Commerce, sont détaillés ci-après les différents risques financiers auxquels COGELEC se trouve exposée, à savoir : risque de marché, risque de crédit et risque de liquidité. Le cas échéant, COGELEC met en œuvre des moyens simples et proportionnés à sa taille pour minimiser les effets potentiellement défavorables de ces risques sur la performance financière. La politique de COGELEC est de ne pas souscrire d'instruments financiers à des fins de spéculation.

- **Risque de crédit**

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de crédit significatif, celui-ci est principalement concentré sur les créances clients. La valeur nette comptable des créances constatées reflète la juste valeur des flux nets à recevoir estimés par la Direction, en fonction des informations à la date de clôture.

En ce qui concerne les créances clients, la Société évalue régulièrement, en interne, le risque de crédit client et la situation financière de ses clients. Il est précisé que le poste clients se compose d'un très grand nombre de factures de petits montants répartis sur de nombreux tiers différents. Cette configuration tend à limiter le risque en question.

- **Risque de liquidité**

La trésorerie et équivalents de trésorerie du Groupe s'élèvent à 12 056 K€ au 31 décembre 2020.

La trésorerie disponible est placée essentiellement sur (i) des comptes bancaires et (ii) des comptes de placements à court terme (comptes à terme) très liquides et facilement convertibles à une échéance inférieure à 3 mois en un montant connu de trésorerie et dont la valeur est très faiblement exposée à des risques de variation.

La Société n'est pas exposée à un risque de liquidité résultant de la mise en œuvre éventuelle de clauses de remboursement anticipé d'emprunts bancaires.

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir sur un horizon de temps de 12 mois.

Un risque significatif en matière de liquidités serait que les clients concernés demandent en même temps la résiliation de leurs contrats d'abonnements prépayés et exigent le remboursement des sommes perçues d'avance par la Société (PCA). La probabilité d'occurrence de ce risque est cependant jugée faible par la Société.

- **Risque de change**

La stratégie du Groupe est de favoriser l'euro comme devise dans le cadre de la signature de ses contrats.

Le Groupe est exposé aux risques de change dans le cadre de ses achats de composants aux États-Unis et en Asie (achats effectués en dollars). Ces achats en devises s'élèvent à 6.6 M\$ en 2020 contre 5.7 M\$ en 2019.

Le Groupe n'a pas pris à ce stade de disposition de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de change. Il fait pour le moment tous ces achats en dollars en spot.

- **Risque de taux d'intérêt**

Au 31 décembre 2020, les dettes financières de la Société ne sont pas soumises au risque de volatilité de taux d'intérêt dans la mesure où la Société est endettée à taux fixes.

- **Risque de marché**

Les risques financiers de marché (risques sur actions propres) sont suivis par un prestataire externe. Pour le détail des opérations de l'exercice, voir note 6.7.9.

### 6.3 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE 2020

Dès le 05 janvier 2021, dans son communiqué de presse, la société informe avoir renforcé son CODIR. Les trois nouveaux membres apporteront au Comité de direction une contribution décisive sur les trois axes de croissance du groupe que sont l'innovation, la performance industrielle et l'internationalisation.

Ces nominations au Comité de Direction interviennent alors que la société COGEELEC franchit de nouvelles étapes clef pour son déploiement en France et à l'international.

En raison de la crise sanitaire liée à la propagation du Coronavirus, la société a décidé de souscrire un contrat de prêt garanti par l'Etat à hauteur de neuf millions d'euros pour permettre le maintien en trésorerie de l'équivalent de deux à trois mois de chiffres d'affaires et ce afin de faire face rapidement à l'éventualité d'une situation difficile.

### 6.4 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros sauf indication contraire. Des arrondis sont faits pour le calcul de certaines données financières et autres informations contenues dans ces comptes. En conséquence, les chiffres indiqués sous forme de totaux dans certains tableaux peuvent ne pas être la somme exacte des chiffres qui les précèdent.

#### *6.4.1 Déclaration de conformité*

La Société a établi ses comptes, arrêtés par le conseil d'administration le 20 avril 2021, conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Boards (IASB) et adoptées par l'Union Européenne à la date d'établissement des états financiers, et présentés avec en comparatif, l'exercice 2019 établi selon le même référentiel.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm)), comprend les normes comptables internationales (IAS – International Accounting Standards et IFRS – International Financial Reporting Standards), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (IFRIC - International Financial Interpretations Committee).

Les principes généraux, les méthodes comptables et options retenus par le Groupe sont décrits ci-après.

#### *6.4.2 Principe de préparation des états financiers*

Les comptes IFRS du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux dispositions édictées par les normes IFRS : les avantages du personnel évalués selon la méthode des unités de crédits projetés, les emprunts et dettes financières évalués selon la méthode du coût amorti (voir note 6.11.3).

### 6.4.3 Continuité d'exploitation

Le principe de continuité d'exploitation a été retenu par le Conseil d'administration.

### 6.4.4 Méthodes comptables

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes IFRS annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2019, à l'exception de l'application des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne, d'application obligatoire pour le Groupe au 1er janvier 2020.

#### **Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1er janvier 2020**

- Amendements à IAS 1 et IAS 8 – Définition de « l'importance relative »
- Amendements à IAS 39, IFRS 7 et IFRS 9 – Réforme des taux d'intérêt de référence
- Amendements à IFRS 4 – Prolongation de l'exemption temporaire de l'application d'IFRS 9
- Amendements à IFRS 16 – Allègements de loyer liés à la Covid-19

Ces amendements de normes n'ont pas d'impact sur les états financiers du Groupe.

#### **Normes, amendements de normes et interprétations publiés mais non encore applicables ou non appliqués de manière anticipée par le Groupe :**

- Améliorations annuelles (cycle 2018-2020) - Améliorations annuelles des normes IFRS cycle 2018-2020 (Normes concernées : IFRS 1, IFRS 9, IFRS 16 et IAS 41)

Ces amendements de normes n'ont pas d'impact sur les états financiers du Groupe.

### 6.4.5 Méthode de consolidation

Le Groupe applique les normes IFRS 10, « États financiers consolidés », IFRS 11, « Partenariats » et IFRS 12, « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ».

La norme IFRS 10, qui traite de la comptabilisation des états financiers consolidés, présente un modèle unique de consolidation qui identifie le contrôle comme étant le critère à remplir pour consolider une entité. Un investisseur exerce le contrôle sur une entité détenue, s'il détient le pouvoir sur cette entité, s'il est exposé aux rendements variables de l'entité, ou s'il a des droits sur ces rendements variables en raison de son implication dans cette entité, et s'il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur le montant de ces rendements.

Les filiales sont les entités sur lesquelles le Groupe exerce le contrôle.

### 6.4.6 Utilisation de jugements et d'estimations affectant les actifs et les passifs

La Direction de la société revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances. Celles-ci constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments de produits et de charges et d'actif et de passif. Ces estimations ont une incidence sur les montants de produits et de charges et sur les valeurs d'actifs et de passifs. Il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement être différents des estimations retenues.

Les principaux éléments qui requièrent des estimations établies à la date de clôture sur la base d'hypothèses d'évolution future et pour lesquels il existe un risque significatif de modification matérielle de leur valeur telle qu'enregistrée au bilan à la date de clôture concernent :

- L'évaluation des immobilisations incorporelles liées aux développements (se référer aux notes 6.6.1 et 6.7.1)
- L'évaluation des stocks (se référer aux notes 6.4.11 et 6.7.6)
- L'évaluation des provisions pour engagement de retraites (se référer aux notes 6.4.15 et 6.7.12)
- Les provisions pour charges (se référer aux notes 6.4.16 et 6.7.13)
- Le crédit impôt recherche (se référer à la note 6.4.19).

#### *6.4.7 Ventilation des actifs et des passifs en courant/non courant*

Conformément à la norme IAS 1, la Société présente ses actifs et passifs en distinguant les éléments courants et non courants :

- Les actifs et passifs constitutifs du besoin en fonds de roulement entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité concernée sont classés en courant.
- Les actifs immobilisés sont classés en non courant, à l'exception des actifs financiers qui sont ventilés en courant et non courant.
- Les provisions au passif entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité concernée et la part à moins d'un an des autres provisions sont classées en courant. Les provisions ne répondant pas à ces critères sont classées en passifs non courants.
- Les dettes financières qui doivent être réglées dans les 12 mois après la date de clôture de l'exercice sont classées en courant. Inversement la part des dettes financières dont l'échéance est supérieure à 12 mois est classée en passif non courant.
- Les impôts différés sont présentés en totalité en actifs et passifs non courants.

#### *6.4.8 Immobilisations incorporelles*

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées de frais de développement et d'immobilisations en cours. Les immobilisations en cours sont constituées de dépenses réalisées pour des projets non encore activés.

Les frais de développement sont essentiellement des frais engagés pour développer des produits qui donnent lieu à un ou plusieurs brevets.

Les frais de développement sont ainsi immobilisés dans la mesure où les six critères définis par la norme IAS 38 sont respectés :

- Faisabilité technique en vue de la mise en service ou de la vente,
- Intention de l'achever et de l'utiliser ou de le vendre,
- Capacité à l'utiliser ou le vendre,
- Avantages économiques probables,
- Disponibilité des ressources pour achever le développement et utiliser ou vendre,
- Capacité à évaluer de manière fiable les dépenses liées aux différents projets.

Les frais de développement activés sont des frais directement affectables à un projet, tels qu'ils résultent du suivi des coûts par projet. La quote-part du crédit d'impôt recherche lié aux projets activés est retraitée en produits constatés d'avance.

La mise en œuvre de la norme IAS 23 Intérêts d'emprunts n'a pas conduit à inclure d'intérêts dans les coûts de développement.

La société analyse régulièrement le respect des critères d'activation. Ces frais sont maintenus à l'actif, tant que la société conserve l'essentiel des avantages et des risques liés aux projets, et notamment lorsque la société conserve la propriété intellectuelle et a accordé un droit temporaire d'utilisation et/ou d'exploitation des résultats des phases de développement.

Les projets de développement en cours font l'objet de tests de dépréciation selon les modalités définies à la note 6.6.1.

Les frais activés sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation attendue par la société, sur une durée de cinq ans, à compter du lancement de leur commercialisation.

Les immobilisations incorporelles sont aussi constituées de coûts d'obtention du contrat. Conformément à la norme IFRS 15, ces coûts liés à des contrats comprenant des prestations sur plusieurs exercices, sont capitalisés et amortis sur la durée de chaque contrat.

Enfin, les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels et licences, amortis sur une durée comprise entre 1 et 5 ans. Les droits d'utilisation sont amortis sur la durée du contrat de location soit une durée allant de 2 à 4 ans.

#### *6.4.9 Immobilisations corporelles*

Les immobilisations corporelles correspondent principalement aux terrains et constructions, aux installations et agencements générales, à des matériels et outillages, aux matériels de transport, de bureau et d'informatique, et au mobilier. Conformément à la norme IAS 16, elles sont évaluées au coût et amorties sur leur durée d'utilité estimée à l'acquisition et revue chaque année.

Des composants ont été identifiés pour l'ensemble immobilier. Chaque composant a été amorti sur une durée d'utilisation appropriée :

– Gros œuvre :	35 ans
– Bardage :	20 ans
– Installations générales :	15 ans
– Agencements :	10 ans

Pour les autres immobilisations corporelles, les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

– Installations générales et aménagements :	2 à 10 ans
– Matériels et outillages :	1 à 10 ans
– Matériels de transport :	2 à 5 ans
– Matériel de bureau :	3 à 5 ans
– Matériel informatique :	3 à 5 ans

- Mobilier : 3 à 10 ans

Concernant les droits d'utilisation, ils sont amortis sur la durée du contrat de location soit une durée allant de 3 à 7 ans.

Les plans d'amortissements et les valeurs résiduelles, si elles existent, sont revus chaque année.

#### *6.4.10 Suivi de la valeur des actifs non courants (hors actifs financiers)*

La revue de l'évaluation des actifs non courants (actifs incorporels et actifs corporels) est effectuée chaque année, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances, internes ou externes, indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue.

La valeur recouvrable d'un actif est le montant le plus élevé entre la juste valeur et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité des actifs auxquels il est possible de rattacher des flux de trésorerie indépendants est déterminée selon les principes suivants :

- Les flux de trésorerie sont issus de résultats prévisionnels à 5 ans élaborés par la direction du groupe, associés à la détermination d'une valeur terminale (actualisation des flux de trésorerie à l'infini).
- Le taux d'actualisation est déterminé sur la base d'un coût moyen pondéré du capital.

Afin de déterminer la valeur d'usage, les actifs incorporels et corporels auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'Unité Génératrice de Trésorerie (U.G.T.) à laquelle ils appartiennent. La valeur recouvrable de l'U.G.T. est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés (D.C.F.) selon les mêmes principes que ceux détaillés ci-dessus.

La valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie ainsi déterminée est ensuite comparée à la valeur contributive au bilan consolidé de ses actifs immobilisés.

Les pertes de valeur sont constatées lorsqu'il apparaît que la valeur comptable d'un actif est notablement supérieure à sa valeur recouvrable.

#### *6.4.11 Stocks*

Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normales, sous déduction des frais de commercialisation.

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de

la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks. Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

#### *6.4.12 Créances clients et autres créances*

Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale sous déduction des dépréciations, le cas échéant. Le montant de la dépréciation est comptabilisé au compte de résultat. Elle est constituée dès lors qu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer tout ou partie de sa créance.

La Direction procède régulièrement à la revue et à l'évaluation de la valeur recouvrable des créances clients. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation ou une perte sur créance irrécouvrable est comptabilisée en résultat net. Cette évaluation du risque-crédit repose sur l'expérience passée en matière de recouvrement de créances et de défauts de paiement, le niveau d'antériorité des créances dont l'échéance est dépassée, ainsi que sur les conditions de paiements octroyées.

Les créances comprennent des créances liées à des contrats de location de matériels aux clients.

Les créances disposent d'une nature commerciale et à ce titre, le groupe a opté pour les mesures de simplifications applicables au calcul de la provision pour pertes attendues et préconisées par la norme IFRS 9.

L'ensemble des créances à plus d'un an sont présentées en autres actifs non courants.

### 6.4.13 Les actifs et passifs financiers

#### Les actifs financiers

Les actifs financiers comprennent des prêts, des parts bancaires et des dépôts et cautionnements.

Le Groupe applique les normes IAS 32, IFRS 9 et IFRS 7. La norme IFRS 9 définit deux catégories d'actifs financiers:

- les actifs financiers en juste valeur dont les variations sont comptabilisées soit au compte de résultat s'ils sont détenus à court terme, soit en capitaux propres s'ils correspondent à un investissement à long terme ;
- les actifs financiers comptabilisés au coût amorti tels que les prêts et créances.

En tout état de cause, la société COGEELEC évalue au coût les actifs financiers déduction faite de toute perte de valeur éventuelle.

#### Les passifs financiers

Tous les emprunts ou dettes portant intérêts sont initialement enregistrés à la juste valeur du montant reçu, moins les coûts de transaction directement attribuables. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les prêts et emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts sont classés en passifs courants, sauf lorsque le groupe dispose d'un droit inconditionnel de reporter le règlement de la dette au minimum 12 mois après la date de clôture, auquel cas ces emprunts sont classés en passifs non courants. La fraction à moins d'un an des emprunts et des dettes financières est présentée en passif courant.

### 6.4.14 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont constitués de comptes bancaires et de comptes de placements à court terme (comptes à terme) très liquides et facilement convertibles sur une durée inférieure à 3 mois en un montant connu de trésorerie et dont la valeur est très faiblement exposée à des risques de variation.

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte conformément à la norme IAS 7. La charge d'impôt est présentée globalement dans les flux opérationnels. Les intérêts financiers versés sont portés en flux de financement. Les dividendes versés sont classés en flux de financement.

### 6.4.15 Avantages du personnel

Les avantages au personnel sont comptabilisés selon la norme IAS 19. Les obligations de la société COGEELEC en matière de pension, complément de retraite et indemnité de départ à la retraite, sont celles qui sont imposées par les textes légaux applicables en France. La couverture des obligations en matière de pension et complément de retraite est complètement assurée par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure ; l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Il s'agit notamment des régimes de retraites publics français.

Les sociétés étrangères étant juste créées, il n'y a pas d'avantage au personnel à ce stade.

### Avantages postérieurs à l'emploi

Les indemnités de départ à la retraite sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Ces indemnités relèvent du régime des prestations définies. De ce fait, la méthode utilisée pour évaluer le montant de l'engagement de la société au regard des indemnités de fin de carrière est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées.

Elle représente la valeur actuelle probable des droits acquis, évalués en tenant compte des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de départ et de survie.

La formule de l'engagement passé peut se décomposer en quatre termes principaux de la manière suivante :

Les principales hypothèses retenues pour cette estimation sont les suivantes :

Hypothèses	31/12/2020	31/12/2019
Référence taux d'actualisation	Taux IBOXX corporate AA + 10 ans	
Taux d'actualisation	0,34%	0,60%
Table de mortalité	INSSE 2010-2012	INSEE 2010-2012
Progression des salaires	4% dégressif	4% dégressif
Taux de turn-over	2,44%	2,44%
Age de départ à la retraite	65 ans	65 ans

Les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

### Autres avantages postérieurs à l'emploi

Ces avantages reposent principalement sur le régime à cotisations définies (régime général).

Dans le cadre de ce régime, la Société n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

### Autres avantages à long terme

La Société a mis en place un plan d'épargne entreprise. Les avantages à court terme incluent notamment l'accord de participation suivant la formule légale qui est calculée sur la base du résultat fiscal. Les médailles du travail sont négligeables. Le cas échéant, les indemnités de rupture de contrat de travail sont provisionnées.

Il n'existe pas d'autres avantages à long terme accordés au sein du groupe.

#### 6.4.16 Provisions et passifs éventuels

Conformément à la norme IAS 37, une provision est constituée dès lors qu'une obligation à l'égard d'un tiers provoquera de manière certaine ou probable une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente. La provision est maintenue tant que l'échéance et le montant de la sortie de ressources ne sont pas fixés avec précision. Le montant de la provision est la meilleure estimation possible de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Un passif éventuel est fondé sur une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise. Un passif éventuel est aussi une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est

pas comptabilisée car d'une part, il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et d'autre part, le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Conformément à la norme IAS 37, la société est amenée à constituer une provision pour « service après-vente » (SAV). Les coûts de SAV ont été provisionnés sur la base de la durée de garantie des produits, soit de 3 à 10 ans selon les produits. Les taux servant au calcul ont été déterminés sur la base des coûts observés sur les 5 dernières années et ont été rapportés au chiffre d'affaires de l'année de vente des produits concernés par les dépenses de SAV engagées. Les coûts engagés comprennent des coûts de main d'œuvre et des pièces détachées.

#### 6.4.17 Impôts

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable à concurrence des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur base comptable dans les états financiers consolidés.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt différé. Les actifs d'impôt différés sont réappréciés à chaque date de clôture et sont reconnus dans la mesure où il devient probable qu'un bénéfice futur imposable permettra de les recouvrer.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués au taux d'impôt adopté ou quasi adopté à la date de chaque clôture de manière définitive et dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé pour chaque réglementation fiscale. Les taux d'impôt retenus sont les suivants :

	31/12/2020	31/12/2019
Taux France	25,825 %	25,825 %
Taux Allemagne	31,225 %	31,225 %
Taux Royaume-Uni	19,000 %	17,000 %
Taux Pays-Bas	15,000 %	15,000 %

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non dans le compte de résultat.

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation d'un bénéfice imposable futur, qui permettra d'imputer les différences temporelles, est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale et un même taux. Ils sont présentés de manière compensée au bilan du Groupe et justifiés au moyen d'une preuve d'impôt (voir 6.10.1).

Dans le compte de résultat, la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) est incluse dans la ligne Charges d'impôt.

#### 6.4.18 Reconnaissance des produits

Les produits des activités ordinaires sont constatés lorsque le Groupe s'acquitte d'une obligation de prestation en transférant un bien ou un service promis à un client. Un actif est transféré lorsque le client obtient le contrôle de l'actif.

Les produits des activités de la société correspondent à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et services vendus dans le cadre habituel des activités de la société. Ces produits figurent nets de taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises et déduction faites des ventes intragroupes.

Les prestations de maintenance portent sur des durées supérieures à 12 mois. Ces prestations font ainsi l'objet d'une comptabilisation à l'avancement, de façon linéaire dans le temps puisque les coûts sont engagés sur cette périodicité.

Les ventes de matériels engendrent une comptabilisation du produit à la date de livraison. Il est considéré que c'est à cette date que le client a accepté les caractéristiques du bien livré. Une créance est comptabilisée lorsque les biens sont livrés, c'est-à-dire au moment où la contrepartie est inconditionnelle, car seul l'écoulement du temps suffit à rendre le paiement de la contrepartie exigible.

Il existe 2 types de produits :

1/ Les ventes de matériels immédiatement constatées en résultat.

Pour cette typologie de contrats, chaque livraison est considérée comme une obligation de prestation distincte dont la comptabilisation est effectuée à la date de la livraison.

Les contrats dont il est fait objet sont :

- Les contrats de ventes de matériels aux distributeurs.
- Les ventes de matériels associées aux offres Prépayées. Ces matériels correspondent à la platine, la centrale de gestion et au module de transmission de données.
- Les revenus liés aux contrats de location financement dans le cadre des contrats « offres globales » (voir commentaires détaillés au point i) ci-après).

2/ Les contrats de prestations de services.

Le chiffre d'affaires des Services est représenté par 3 grandes familles :

- a. **Les offres Prépayées** : l'ensemble du matériel accompagnant ces offres est vendu aux clients de COGEELEC. Ces offres sont conclues soit dans le cadre de contrôle d'accès sans interphonie (offres dites prépayés data) soit dans le cadre d'un contrôle d'accès associé à de l'interphonie (offres prépayés voix). Ces offres sont facturées en une seule fois pour une durée de 10 ou 15 ans (parfois moins). Lorsque COGEELEC vend des « kits prépayés », la société comptabilise séparément la vente de matériel à son prix de vente et la prestation de services qui s'y rattache. Le chiffre d'affaires relatif à la part matériel est comptabilisé immédiatement en résultat, à la date de livraison. La prestation de services comprend notamment les accès aux applications web de gestion développées par COGEELEC, la maintenance de ces applications, la formation des gestionnaires... Les prestations de services liées à ces offres sont comptabilisées à l'avancement de façon linéaire sur la durée du contrat, car les coûts sont stables d'un exercice à l'autre et ceci conformément à IFRS 15.
- b. **Les offres d'abonnement** :  
Ces offres comprennent :
  - i. Des offres globales d'abonnement : elles recouvrent la location des matériels (platines, etc.) et la prestation de services. Ces offres globales sont avec engagement à durée déterminée ou indéterminée. La prestation de services comprend notamment la mise à disposition d'un module de transmission, la

maintenance du matériel loué, ainsi que les accès aux applications web de gestion développées par COGELEC, la maintenance de ces applications, la formation des gestionnaires...

Le matériel loué est traité comme un contrat de location financement conformément à IFRS 16 (les paiements actualisés couvrant la juste valeur du bien loué). Ainsi un produit est comptabilisé en chiffres d'affaires matériel à la date de livraison pour un montant correspondant à la valeur actualisée des paiements futurs.

Les prestations de services liées à ces offres sont comptabilisées à l'avancement de façon linéaire sur la durée du contrat, car les coûts sont stables d'un exercice à l'autre et ceci conformément à IFRS 15.

- ii. Des offres d'abonnement classique : Depuis 2017, ces offres sont sans engagement et à durée indéterminée (Offre dite Classique). Le chiffre d'affaires relatif à la part matériel (platines, ...) est comptabilisé immédiatement en résultat, à la date de livraison.

La prestation de services comprend notamment la mise à disposition d'un module transmission, la maintenance du matériel loué, ainsi que les accès aux applications web de gestion développées par COGELEC, la maintenance de ces applications, la formation des gestionnaires...

Les prestations de services liées à ces offres sont comptabilisées à l'avancement de façon linéaire sur la durée du contrat, conformément à IFRS 15.

- iii. Des offres d'abonnement mixtes (offre Jumbo) :

Ces offres sont conclues pour une durée indéterminée sans période d'engagement. Une partie du matériel est vendue au client (platines...). Le chiffre d'affaires relatif à cette part matériel est comptabilisé immédiatement en résultat, à la date de livraison. Une autre partie notamment le Tableau d'affichage est mis à disposition du client et demeure la propriété de COGELEC.

La prestation de services comprend notamment la mise à disposition d'un module de transmission, la maintenance du matériel loué, ainsi que les accès aux applications web de gestion développées par COGELEC, la maintenance de ces applications, la formation des gestionnaires...

Les prestations de services (incluant la mise à disposition du tableau d'affichage) liées à ces offres sont comptabilisées de façon linéaire sur la durée du contrat conformément à l'IFRS 15 en cohérence avec les couts supportés.

L'ensemble de ces offres d'abonnement constitue un business récurrent pour COGELEC. Les obligations non remplies au titre des offres à durée déterminée ou indéterminée avec un engagement de durée sont présentées dans le tableau ci-après. Les obligations de prestations qui restent à remplir correspondent aux services que le Groupe est tenu de fournir aux clients pendant la durée ferme restante du contrat.

Les offres à durée illimitée sans engagement ou à engagement échu constituent une part significative du portefeuille potentiel de COGELEC mais par définition, ne figurent pas dans les obligations non remplies mentionnées ci-dessus.

- c. Les **autres prestations** : elles comprennent des prestations de SAV par exemple, ou toutes autres prestations de services n'entrant pas dans le cadre des offres mentionnées ci-dessous.

Le chiffre d'affaires est explicité au point 6.8.1.

Les actifs sur contrats sont transférés en créances clients lorsque ce droit à paiement devient inconditionnel. Les passifs sur contrats sont relatifs aux paiements d'avance reçus des clients du Groupe, pour lesquels le chiffre d'affaires est comptabilisé lors de la réalisation de prestations de maintenance.

Les postes d'actifs et de passifs sur contrats sont expliqués aux points 6.7.4, 6.7.7 et 6.7.15.

Trois types de chiffres d'affaires seront constatés sur les prochains exercices :

- Les obligations non remplies au titre des offres à durée déterminée ou indéterminée avec un engagement de durée
- Le chiffre d'affaires déjà facturé et encaissé sur les contrats offres prépayées en portefeuille (actuellement en produits constatés d'avance)
- Le chiffre d'affaires à facturer et à encaisser en provenance des contrats sans engagement ou à engagement échu non résiliés à date.

Le tableau ci-dessous ne présente que le CA provenant des offres prépayées et des obligations non remplies des offres avec engagement

Types de contrats	Précisions	Note	TOTAL	2021	2022	2023	2024	2025	Au-delà
Contrats Offres Globales	CA restant à facturer sur prestations de services	3.6.4.18	3 810	1 397	794	585	444	337	254
Contrats Offres Prépayées	Produits Constatés d'Avance	3.6.7.15	23 214	2 278	2 255	2 216	2 180	2 138	12 147
<b>Total</b>			<b>27 025</b>	<b>3 676</b>	<b>3 048</b>	<b>2 800</b>	<b>2 623</b>	<b>2 475</b>	<b>12 402</b>

Pour l'établissement de ce tableau, il est retenu la durée résiduelle des contrats avec engagement, soit :

- Premium : 5 et 10 ans.
- Prépayés : 15 ans.

La société engage des coûts pour l'obtention de contrats, sous forme de commissions. Les commissions liées à la vente de matériels sont comptabilisées immédiatement en charges et les commissions liées aux prestations de service sont classées en actifs incorporels.

	31/12/2020	31/12/2019
Valeurs brutes	679	633
Amortissements	293	205
<b>Valeurs nettes</b>	<b>387</b>	<b>434</b>

Les commissions sont amorties sur une durée de 5 ou 10 ans, en conformité avec la durée des contrats auxquels elles se rapportent. Il n'y a pas lieu de déprécier ces actifs.

#### 6.4.19 Subventions

Les subventions publiques sont des aides publiques prenant la forme de transferts de ressources à une entité, en échange du fait que celle-ci s'est conformée ou se conformera à certaines conditions liées à ses activités opérationnelles. Selon la norme IAS 20, les subventions liées à des actifs sont des subventions publiques dont la condition principale est qu'une entité répondant aux conditions d'obtention doit acheter, construire ou acquérir par tout autre moyen des actifs à long terme.

Les subventions publiques sont comptabilisées en résultat sur une base systématique pour les périodes au titre desquelles l'entité comptabilise en charges les coûts que les subventions sont censées compenser. Ainsi, les subventions liées à des actifs, sont présentées au bilan en produits différés et amorti sur la même durée que l'immobilisation subventionnée.

La société bénéficie également de crédit impôt recherche et de crédit impôt à l'innovation. Ces sommes sont constatées en subvention dans le résultat au même rythme que les amortissements des frais de développement liés à chaque projet.

Ces subventions sont enregistrées en produits différés.

#### *6.4.20 Contrats de location*

Selon la norme IFRS 16, est considéré comme un contrat de location, tout contrat, donnant le droit d'utiliser un actif identifié pour une période de temps donnée en échange d'un paiement périodique.

##### *Preneur*

Pour le preneur, la norme IFRS 16 ne fait plus de distinction entre les contrats de location financement et les contrats de locations simples. Les contrats de location sont désormais reconnus à l'actif par la constatation d'un droit d'utilisation et au passif par une dette correspondant à la valeur actualisée des paiements futurs. Chaque paiement au titre des contrats est ventilé entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû. Le taux d'actualisation retenu correspond au taux de financement que les banques accorderaient pour chacun des contrats. Les taux oscillent entre 0.15% et 0.75% selon l'échéance des contrats et les sommes à financer.

Les droits d'utilisation des immobilisations incorporelles & corporelles sont amortis sur la durée du contrat de location.

Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un contrat de location financement sont amorties sur la durée d'utilité de l'actif.

Les coûts d'entrée et les durées d'amortissement sont explicités aux points 6.4.8 et 6.4.9.

Comme l'autorisent les textes, par mesure de simplification, le Groupe a fait le choix de ne pas retraiter les contrats qui ont une durée inférieure à 12 mois, ainsi que ceux qui ont une valeur inférieure à 5 000 \$.

##### *Bailleur*

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location-financement sont présentés comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

La comptabilisation de produits financiers s'effectue sur la base d'un taux de rentabilité périodique constant sur l'en-cours d'investissement net du bailleur dans le contrat de location-financement.

#### *6.4.21 Endettement financier net*

Les dettes financières long terme comportent d'une part les emprunts contractés auprès des établissements de crédit et d'autre part les emprunts comptabilisés en contrepartie de la reconnaissance à l'actif d'un droit d'utilisation dans le cadre de contrats de location. Ces dettes long terme sont classées en passifs non courants pour leur part à plus d'un an et sont valorisées au coût amorti à la clôture selon la méthode du taux d'intérêt effectif, avec un amortissement des frais d'émission, lorsque ces frais sont significatifs. Toutes ces dettes sont à taux fixe à la date de clôture.

Les dettes financières court terme comprennent la part à court terme des emprunts à long terme ainsi que les concours bancaires et autres dettes bancaires à court terme.

L'endettement financier net est composé des emprunts définis ci-dessus diminués des disponibilités et équivalents de trésorerie.

Le coût de l'endettement financier net regroupe les intérêts sur emprunts et autres dettes financières compensés par les revenus sur comptes à terme.

#### *6.4.22 Conversion des opérations en devise*

Les éléments inclus dans les états financiers sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce son activité (« Monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en Euro qui est la monnaie de présentation de la société COGEELEC.

Selon IAS 21, les éléments monétaires des entités consolidées en monnaies étrangères sont convertis en utilisant le cours de clôture. Les éléments non monétaires sont évalués au coût historique en utilisant le cours de change en vigueur à la date à laquelle la transaction a été comptabilisée initialement. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de conversion résultant de ce traitement sont comptabilisés en résultat sauf ceux relatifs aux éléments non monétaires, qui sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

#### *6.4.23 Informations sectorielles*

Le principal décideur opérationnel ne suit la performance qu'au niveau de l'ensemble du groupe ; l'application de la norme IFRS 8 a conduit la société à ne présenter qu'un seul secteur opérationnel.

#### *6.4.24 Capitaux propres*

Les capitaux propres sont composés du capital social de la société mère, d'une prime d'émission, de réserves et du résultat. Les réserves et le résultat consolidés correspondent à la part revenant à la société dans les résultats consolidés accumulés nets des distributions de dividendes.

Les actions propres détenues sont imputées en déduction des capitaux propres consolidés ; aucune charge ou produit résultant de l'annulation n'affecte le compte de résultat.

Les intérêts minoritaires sont définis comme la part du résultat ou des actifs nets d'une filiale qui n'est pas détenue soit directement par la société COGEELEC, soit indirectement par l'intermédiaire d'une autre filiale contrôlée par COGEELEC.

#### 6.4.25 Présentation du compte de résultat

Le Groupe présente son compte de résultat par nature.

##### Coûts d'achats et sous-traitance

Le coût d'achats et sous-traitance est essentiellement constitué :

- des achats de composants, et autres produits nécessaires à la production des biens vendus ;
- de prestation des services des tiers pour la fabrication, l'assemblage et les tests des biens vendus ;
- des droits de douane, coûts de transports et autres taxes directement attribuables à ces achats ;

##### Marge brute

La marge brute est un indicateur défini par COGELEC comme le chiffre d'affaires augmenté des autres produits de l'activité, diminué des achats consommés, et corrigé de la production stockée.

L'indicateur est présenté à la note 6.10.5.

##### EBITDA

L'EBITDA (*Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation & Amortisation*) est un indicateur défini par COGELEC comme le résultat opérationnel avant dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs nettes des reprises.

L'indicateur est présenté à la note 6.10.5.

##### Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du Groupe, que ces produits et charges soient récurrents (résultat opérationnel courant) ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles (résultat opérationnel non courant).

L'indicateur est présenté à la note 2.

##### Coût de l'endettement financier net

L'ensemble des charges et produits résultant de l'endettement financier net de la période (cf note 6.8.7), représente le coût du financement global de l'entreprise, hors coût de fonds propres.

#### 6.4.26 Modalités de calcul du résultat net par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net par action dilué est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation en cours de l'exercice ajusté de l'impact de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires. La société ne dispose pas d'instruments dilutifs.

Au cours de l'exercice 2020, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires est de :

	Nombre d'actions ordinaires	Actions propres	Nombre d'actions ordinaires hors actions propres
Au 31/12/2020	8 898 048	-289 911	8 608 137

## 6.5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sauf mention expresse, les pourcentages des droits de votes sont identiques à la part détenue dans le capital.

### Périmètre 2020

Entités	Méthodes de consolidation	% d'intérêts	% de contrôle	Siège social	Pays
COGELEC	IG	100,00 %	100,00 %	MORTAGNE SUR SEVRE	France
INTRATONE GMBH	IG	100,00 %	100,00 %	DÜSSELDORF	Allemagne
INTRATONE UK	IG	100,00 %	100,00 %	LONDRES	Royaume-Uni
INTRATONE BV	IG	100,00 %	100,00 %	AMSTERDAM	Pays-Bas

### Périmètre 2019

Entités	Méthodes de consolidation	% d'intérêts	% de contrôle	Siège social	Pays
COGELEC	IG	100,00 %	100,00 %	MORTAGNE SUR SEVRE	France
INTRATONE GMBH	IG	100,00 %	100,00 %	DÜSSELDORF	Allemagne
INTRATONE UK	IG	100,00 %	100,00 %	LONDRES	Royaume-Uni
INTRATONE BV	IG	100,00 %	100,00 %	AMSTERDAM	Pays-Bas

## 6.6 DEPRECIATION DES ACTIFS

### 6.6.1 Dépréciation des actifs non financiers

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs immobilisés corporels et incorporels à durée de vie définie dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît. Ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable correspondant au montant le plus élevé entre leur valeur de marché diminuée des coûts de cession et leur valeur d'utilité estimée selon la méthode des DCF (actualisation des flux de trésorerie).

L'actualisation des flux est réalisée sur une durée limitée à 5 ans et le taux d'actualisation retenu correspond au coût moyen pondéré du capital de l'entité concernée.

Le coût moyen pondéré du capital retenu pour 2020 est de 10.06 % contre 12.61 % pour 2019.

Les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service sont soumises à un test de dépréciation au moins une fois par année et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut s'être déprécié.

Pour les immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée d'utilisation est indéterminée, les tests de dépréciation sont réalisés au moins une fois par an à date fixe et entre deux dates s'il existe un indice de perte de valeur.

Les tests de dépréciation, effectués selon la méthodologie décrite ci-dessus, ont montré qu'aucune dépréciation n'était nécessaire. L'analyse de sensibilité sur les hypothèses clés (taux de croissance, taux d'EBITDA, taux d'actualisation) intervenant dans la détermination de la valeur d'utilité montre qu'une variation de +/-10% n'aurait aucune incidence sur les conclusions des tests de perte de valeur menés (aucune dépréciation ne serait à enregistrer).

### 6.6.2 Dépréciation des actifs financiers

Le Groupe évalue à chaque clôture s'il existe un indicateur objectif de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers

## 6.7 BILAN

### 6.7.1 Immobilisations incorporelles

#### Variation des immobilisations incorporelles brutes (en K€)

Valeurs brutes	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>9 655</b>	<b>1 195</b>	<b>4 564</b>	<b>15 415</b>
Acquisitions	794	190	1 358	2 342
Cessions				
Virement de poste à poste	3 652	22	-3 674	
Variation de périmètre				
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>14 102</b>	<b>1 408</b>	<b>2 247</b>	<b>17 757</b>
Acquisitions	625	332	1 082	2 040
Cessions		-13	-618	-631
Virement de poste à poste	1 178	54	-1 232	
Variation de périmètre				
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>15 905</b>	<b>1 780</b>	<b>1 479</b>	<b>19 165</b>

#### Variation des amortissements des immobilisations incorporelles (en K€)

Amortissements	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>7 413</b>	<b>614</b>		<b>8 027</b>
Dotations	1 345	180		1 524
Reprises				
Virement de poste à poste				
Variation de périmètre				
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>8 758</b>	<b>794</b>		<b>9 552</b>
Dotations	1 636	212		1 847
Reprises		-13		-13
Dépréciations	130			130
Virement de poste à poste				
Variation de périmètre				
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>10 523</b>	<b>992</b>		<b>11 516</b>

**Variation des immobilisations incorporelles nettes (en K€)**

Valeurs nettes	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2018</b>	2 242	581	4 564	<b>7 387</b>
<b>Au 31 décembre 2019</b>	5 344	614	2 247	<b>8 205</b>
<b>Au 31 décembre 2020</b>	5 382	788	1 479	<b>7 649</b>

Les durées d'utilité retenues pour amortir les immobilisations incorporelles identifiables sont les suivantes :

- Logiciels 1 à 3 ans
- Frais de recherche et développement 5 ans

Le projet du canon électronique intégré a été mis en service le 1er mai 2019. A ce titre, 3.9 M€ de frais ont été activés, dont 3.6 M€ ont fait l'objet d'un transfert depuis les immobilisations incorporelles en cours.

Au 31 décembre 2020, les immobilisations incorporelles en cours concernent différents projets dont la mise en service est prévue dans les 2 ans à venir. Il s'agit notamment des projets Lora, Intracode , Boutons de sortie et Kit Villa Lite dont les mises en service sont prévues courant 2021. Par ailleurs, les immobilisations incorporelles en cours intègrent le site web Kihome.

Le principal projet mis en service sur l'exercice est le projet Rozoh (création d'une gamme de produits/marque spécifique au marché des collectivités).

Les flux sur les immobilisations incorporelles comptabilisées conformément à IFRS 16 sont les suivants :

Valeurs brutes	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2018</b>			
Acquisitions		33	33
Cessions			
Virement de poste à poste			
Variation de périmètre			
<b>Au 31 décembre 2019</b>			
Acquisitions		199	199
Cessions		-13	-13
Virement de poste à poste			
Variation de périmètre			
<b>Au 31 décembre 2020</b>			
		219	219

Amortissements	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2018</b>			
Dotations		19	19
Reprises			
Virement de poste à poste			
Variation de périmètre			
<b>Au 31 décembre 2019</b>			<b>19</b>
Dotations		29	29
Reprises		-13	-13
Virement de poste à poste			
Variation de périmètre			
<b>Au 31 décembre 2020</b>			<b>35</b>

  

Valeurs nettes	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2018</b>			
<b>Au 31 décembre 2019</b>			<b>14</b>
<b>Au 31 décembre 2020</b>			<b>184</b>

### 6.7.2 Immobilisations corporelles

#### Variation des immobilisations corporelles brutes (en K€)

Valeurs brutes	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2018</b>						
	213	3 449	3 331	1 489	1 009	9 491
Acquisitions		1 125	557	1 811	348	3 842
Cessions			-1	-91		-93
Virement de poste à poste			1 101		-1 101	
Variation de périmètre						
<b>Au 31 décembre 2019</b>						
	213	4 574	4 988	3 208	257	13 240
Acquisitions		523	712	694	1 652	3 580
Cessions				-215	-39	-254
Virement de poste à poste			340		-296	44
Variation de périmètre						
<b>Au 31 décembre 2020</b>						
	213	5 097	6 040	3 687	1 574	16 610

**Variation des amortissements des immobilisations corporelles (en K€)**

Amortissements	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2018</b>		<b>582</b>	<b>2 143</b>	<b>662</b>		<b>3 387</b>
Dotations		473	604	700		1 777
Reprises			—	-81		-82
Virement de poste à poste						
Variation de périmètre						
<b>Au 31 décembre 2019</b>		<b>1 055</b>	<b>2 746</b>	<b>1 281</b>		<b>5 082</b>
Dotations		475	833	800		2 108
Reprises				-193		-193
Virement de poste à poste			44			44
Variation de périmètre						
<b>Au 31 décembre 2020</b>		<b>1 530</b>	<b>3 624</b>	<b>1 887</b>		<b>7 041</b>

**Variation des immobilisations corporelles nettes (en K€)**

Valeurs nettes	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2018</b>	213	2867	1188	827	1009	<b>6104</b>
<b>Au 31 décembre 2019</b>	213	3519	2241	1928	257	<b>8157</b>
<b>Au 31 décembre 2020</b>	213	3567	2416	1800	1574	<b>9569</b>

Les flux sur les immobilisations corporelles comptabilisées conformément à IFRS 16 sont les suivants :

Valeurs brutes	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>213</b>	<b>3 449</b>	<b>25</b>	<b>179</b>	<b>3 866</b>
Acquisitions		1 125		1 364	2 490
Cessions				-90	-90
Virement de poste à poste					
Variation de périmètre					
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>213</b>	<b>4 574</b>	<b>25</b>	<b>1 453</b>	<b>6 265</b>
Acquisitions		523		382	904
Cessions				-214	-214
Virement de poste à poste					
Variation de périmètre					
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>213</b>	<b>5 097</b>	<b>25</b>	<b>1 621</b>	<b>6 956</b>

Amortissements	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2018</b>		<b>582</b>	<b>21</b>	<b>137</b>	<b>740</b>
Dotations		473	3	368	844
Reprises				-81	-81
Virement de poste à poste					
Variation de périmètre					
<b>Au 31 décembre 2019</b>		<b>1 055</b>	<b>24</b>	<b>424</b>	<b>1 503</b>
Dotations		475	1	488	964
Reprises				-192	-192
Virement de poste à poste					
Variation de périmètre					
<b>Au 31 décembre 2020</b>		<b>1 530</b>	<b>25</b>	<b>720</b>	<b>2 275</b>

Valeurs nettes	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2018</b>	213	2 867	4	42	<b>3 126</b>
<b>Au 31 décembre 2019</b>	213	3 519	1	1 030	<b>4 762</b>
<b>Au 31 décembre 2020</b>	213	3 567		901	<b>4 681</b>

### 6.7.3 Autres actifs financiers

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
Autres titres immobilisés <sup>(1)</sup>	200	16
Prêts <sup>(2)</sup>	40	38
Dépréciation des prêts <sup>(2)</sup>	-38	-38
Dépôts et cautionnements <sup>(3)</sup>	252	247
<b>TOTAL</b>	<b>454</b>	<b>264</b>

(1) Parts sociales bancaires

(2) Prêt DIAMO pour 38 K€ et prêt au personnel pour 2 K€

(3) Les dépôts et cautionnements correspondent à des sommes versées sur emprunts BPI et des garanties sur loyers.

### 6.7.4 Autres actifs non courants

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
Clients > 1 an	3 284	3 121
Dépréciation des clients	-380	-380
Charges constatées d'avance > 1 an	1 759	1 367
<b>TOTAL</b>	<b>4 663</b>	<b>4 108</b>

### Détail des créances clients nettes de dépréciations

	31/12/2020	31/12/2019
Créances douteuses	456	456
Dépréciation des créances douteuses	-380	-380
Créances clients sur contrats de location	2 828	2 665
<b>TOTAL</b>	<b>2 904</b>	<b>2 741</b>

Les créances douteuses sont dépréciées à 100%.

### Charges constatées d'avance

Concernant les charges constatées d'avance, elles correspondent aux cartes SIM achetées dans le cadre des contrats d'offre globale (note 6.4.18). Ces achats sont étalés sur la durée de l'engagement, correspondant aux forfaits d'abonnement.

### 6.7.5 Impôts différés

	31/12/2020		31/12/2019	
	Base	Impôt	Base	Impôt
<b>Décalages temporaires</b>				
Activation déficits	362	85	181	45
C3S	44	11	41	10
Participation des salariés	147	38	368	95
Amortissements fiscaux	-77	-15	-21	-4
Provision pour démantèlement	-28	-5		
Pensions	3	—		
<b>Retraitements</b>				
Ecart de change sur réciprocité au bilan	106	20	-36	-6
Echanges avancés non retournés	18	4		
Crédits bails IFRS 16	-544	-141	-429	-111
Locations simples IFRS 16	6	1	27	6
Contrats de location	-1 866	-471	-1 516	-393
Cessions internes immo CG-IT	17	4	50	13
Marges internes stocks CG-IT UK	263	68	81	21
Marges internes cartes SIM	13	3	3	1
Cession interne matériel démo aux filiales	15	3	-15	-5
Provision garantie clients	61	16	55	14
Alignement méthodes amortissements	8	1	1	0
Commissions apporteurs d'affaires	129	33	143	37
Dépréciation actions propres			-57	-15
Engagements retraite	794	205	606	156
<b>TOTAL</b>	<b>-532</b>	<b>-137</b>	<b>-519</b>	<b>-134</b>

La preuve d'impôt figure au point 3.6.10.1.

Les déficits non activés, depuis l'origine des filiales, sont les suivants :

Société	31/12/2020
IT BV	2 917
IT GMBH	8 372
IT UK	4 900
<b>Total</b>	<b>16 188</b>

Selon IAS 12, le tax planning au 31 décembre 2020 montre l'échéance des impôts différés passifs :

En milliers d'€	Part à moins d'1 an	Part à plus d'1 an et moins de 2 ans	Part à plus de 2 ans an et moins de 3 ans	Part à plus de 3 ans an et moins de 4 ans	Part à plus de 4 ans an et moins de 5 ans	Part à plus de 5 ans	TOTAL
Déficits	6	8	5	3	1	62	85
C3S	11						11
Participation des salariés	38						38
Amortissements fiscaux	-15						-15
Provision pour démantèlement	-5						-5
Pensions	0						0
Ecart de change sur réciprocité au bilan	20						20
Échanges avancés non retournés	4						4
Crédits bails	33	35	38	40	44	-331	-141
Locations simples	0	0	1	0	0	0	1
Contrats de location	-151	-135	-105	-66	-22	8	-471
Cessions internes CG-IT	4						4
Marges internes stocks CG-IT UK	68						68
Marges internes cartes SIM	0	0	0	0	0	2	3
Cessions internes immo	0	1	1	1	0	-1	3
Provision garantie clients	2	1	2	2	2	6	16
Alignement méthodes amortissements	-2	-1	1	2	1	0	1
Commissions apporteurs d'affaires	8	8	8	8	0	0	33
Dépréciation actions propres	0						0
Engagements retraite	0	0	0	0	0	205	205
<b>TOTAL</b>	<b>22</b>	<b>-81</b>	<b>-48</b>	<b>-9</b>	<b>26</b>	<b>-48</b>	<b>-137</b>

### 6.7.6 Stocks et en cours

#### Variation des stocks et en-cours nets

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
Matières premières et autres approvisionnements	7 164	5 533
En-cours de production	4 417	3 707
Produits intermédiaires et finis	2 363	1 932
Provision pour dépréciation	-726	-660
<b>TOTAL</b>	<b>13 218</b>	<b>10 511</b>

Evolutions des provisions pour dépréciation	31/12/2020	31/12/2019
Valeur à l'ouverture	660	545
Augmentation	267	403
Diminution	-201	-288
<b>Valeur à la clôture</b>	<b>726</b>	<b>660</b>

Les matières premières et autres approvisionnements sont constitués de composants.

Les en-cours sont constitués de sous-ensembles (cartes électroniques, ...) destinés à être incorporés dans du matériel vendu ou incorporé dans des contrats.

Les produits finis comprennent des matériels (platines, télécommandes, modules, ...) qui sont vendus séparément ou qui sont incorporés dans une offre globale de contrats (matériels et prestations de services).

L'augmentation des stocks de matières premières s'explique d'une part, par la hausse du stock Kibolt pour le lancement de pré-séries) et d'autre part, par l'augmentation des composants pour faire face à une éventuelle pénurie liée à la Covid-19.

L'augmentation du stock d'en-cours est quant à elle justifiée par un élargissement de la gamme de Produits, notamment lié à Kibolt.

### 6.7.7 Créances clients et autres créances courantes

#### Créances

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
Créances clients brutes	11 310	9 811
Provision pour dépréciation		
<b>TOTAL</b>	<b>11 310</b>	<b>9 811</b>

Détail des créances clients nettes de dépréciations :

	31/12/2020	31/12/2019
Créances clients ordinaires	9 881	8 563
Dépréciation des créances clients ordinaires		
Créances clients sur contrats de location	1 428	1 248
<b>TOTAL</b>	<b>11 310</b>	<b>9 811</b>

### Autres actifs courants

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
Prêts	3	1
Dépréciation de prêt		
Dépôts et cautionnements	1	37
Avances et acomptes versés	24	67
Créances sociales	44	50
Créances fiscales	1 413	1 048
Autres créances d'exploitation	534	553
Charges constatées d'avance	836	441
<b>TOTAL</b>	<b>2 855</b>	<b>2 196</b>

Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale sous déduction des provisions calculées en fonction des possibilités effectives de recouvrement. L'échéance des créances est présentée au tableau 3.6.11.2.

Les prêts sont détaillés comme suit :

Prêts	31/12/2020	31/12/2019
Prêts au personnel	3	1
<b>TOTAL</b>	<b>3</b>	<b>1</b>

Les autres créances sont détaillées comme suit :

Autres créances	31/12/2020	31/12/2019
Créance liée aux CIR et CII	493	518
Fournisseurs débiteurs et AAR	41	25
Débiteurs divers		9
<b>TOTAL</b>	<b>534</b>	<b>553</b>

En actifs courants figurent les montants obtenus chaque année au titre des CIR et CII. Le montant de 2019 a été remboursé par l'Etat ; celui de 2020 reste à encaisser sur 2021.

### Echéancier des créances clients

La ventilation des créances clients par échéance est la suivante :

A C T I F (en K€)	Valeur au bilan	Non échues	Echues		
			< 90j	>90j <6mois	> 6 mois
Créances clients (actifs non courants)	2 904	2 828			76
Créances clients (actifs courants)	11 310	9 493	1 684	19	114
<b>TOTAL</b>	<b>14 214</b>	<b>12 321</b>	<b>1 684</b>	<b>19</b>	<b>190</b>

### 6.7.8 Trésorerie et équivalents trésorerie

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
Comptes à terme	5 500	8 505
Disponibilités	6 556	8 866
<b>Total trésorerie de clôture</b>	<b>12 056</b>	<b>17 371</b>
Découverts bancaires	0	0
<b>Total trésorerie nette de clôture</b>	<b>12 056</b>	<b>17 371</b>

La trésorerie intègre des disponibilités et comptes à terme. Ces derniers sont classés en équivalents de trésorerie lorsqu'ils répondent à la définition de la trésorerie donnée par IAS 7. En conséquence, les comptes à terme dont le risque est négligeable et dont l'échéance de liquidité est faible, qui sont souscrits par la société COGELEC, sont classés en équivalents de trésorerie. Les comptes à terme peuvent être résiliés à tout moment.

### 6.7.9 Capital

#### Evolution du capital

Au 31 décembre 2020, le capital social de COGELEC est constitué de 8 898 048 actions, dont l'évolution au cours de l'exercice a été la suivante :

	01/01/2020	Augmentation	Réduction	31/12/2020
Nombre d'actions	8 898 048			8 898 048
dont actions ordinaires	3 550 963			3 550 963
dont actions à droit de vote double	5 347 085			5 347 085
Nominal en €	0,45			0,45
<b>Capital en euros</b>	<b>4 004 122</b>			<b>4 004 122</b>

#### Information sur le capital

Actionnariat de COGELEC

Détenteurs	Nombre d'actions	Pourcentages de détention
SAS H.R.C.	20	0,00 %
SAS S.R.C.	5 347 065	60,09 %
Flottant	3 550 963	39,91 %
<b>Total</b>	<b>8 898 048</b>	<b>100,00 %</b>

#### Gestion du capital et distribution de dividendes

Aucune distribution de dividendes n'a eu lieu sur l'exercice 2020.

#### Actions propres

Conformément à l'approbation lors de l'Assemblée Générale du 23 avril 2018 du programme de rachat d'actions, COGELEC a procédé au rachat de 396 794 actions propres, pour un montant de 2 333 K€.

Les actions propres acquises sont déduites des capitaux propres consolidés. Aucun profit ni perte résultant de l'achat, la vente ou l'annulation des actions n'affecte le compte de résultat.

- Nombre d'actions propres détenues au 31 décembre 2020 : 396 794 actions

- Valeur des actions propres détenues au 31 décembre 2020 : 2 332 706 €
- Nombre d'actions propres acquises sur l'année 2020 : 345 744 actions
- Valeur des actions propres acquises sur l'année 2020 : 1 967 216 €
- Nombre d'actions propres cédées sur l'année 2020 : 79 659 actions
- Valeur des actions propres cédées sur l'année 2020 : 490 462 €

### 6.7.10 Passifs financiers

#### Emprunts et dettes financières non courants / courants

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
Emprunts bancaires	7 501	5 642
Dettes sur crédits-bails	1 833	2 136
Dettes sur locations simples	1 308	1 108
<b>Emprunts et dettes financières non courants</b>	<b>10 642</b>	<b>8 885</b>
Emprunts bancaires	2 804	2 079
Emprunts OSEO		30
Intérêts courus non échus	4	
Dettes sur crédits-bails	302	306
Dettes sur locations simples	832	776
<b>Emprunts et dettes financières courants</b>	<b>3 942</b>	<b>3 191</b>
<b>TOTAL</b>	<b>14 584</b>	<b>12 076</b>

#### Flux des emprunts et dettes financières non courants / courants

Valeurs brutes	Emprunts bancaires	Emprunts Oseo	Intérêts courus non échus	Aide remboursable OSEO Innovation	Découverts bancaires	Dettes IFRS 16	Dettes financières diverses	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>4 871</b>	<b>90</b>	<b>0</b>	<b>253</b>	<b>5</b>	<b>2 736</b>	<b>0</b>	<b>7 956</b>
Nouveaux	4 334					2 523		6 857
Remboursements	-1 485	-60	0	-253		-952	0	-2 749
Variation de l'exercice					-5			-5
Ecart de change						18		18
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>7 720</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 326</b>	<b>0</b>	<b>12 076</b>
Nouveaux	4 995		4			1 103		6 102
Remboursements	-2 411	-30				-1 137		-3 578
Variation de l'exercice								0
Ecart de change						-15		-15
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>10 305</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 276</b>	<b>0</b>	<b>14 584</b>

### Durée des emprunts restant à courir au 31 décembre 2020

En milliers d'€	Part à moins d'1 an	Part à plus d'1 an et moins de 2 ans	Part à plus de 2 ans et moins de 3 ans	Part à plus de 3 ans et moins de 4 ans	Part à plus de 4 ans et moins de 5 ans	Part à plus de 5 ans	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2020</b>							
Emprunts bancaires	2 804	2 301	2 120	1 882	956	241	10 305
Intérêts courus non échus	4						4
Dettes sur crédit-bail	302	312	321	331	340	530	2 136
Dettes sur locations simples	832	671	416	160	53	9	2 140
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>3 942</b>	<b>3 283</b>	<b>2 857</b>	<b>2 373</b>	<b>1 349</b>	<b>779</b>	<b>14 584</b>
Dettes fournisseurs	4 287						4 287
Dettes fiscales et sociales	4 500						4 500
Autres dettes	1 194						1 194
Produits constatés d'avance	2 835	2 712	2 662	2 377	2 217	12 175	24 978
<b>Autres passifs</b>	<b>12 817</b>	<b>2 712</b>	<b>2 662</b>	<b>2 377</b>	<b>2 217</b>	<b>12 175</b>	<b>34 960</b>
<b>TOTAL</b>	<b>16 759</b>	<b>5 995</b>	<b>5 520</b>	<b>4 750</b>	<b>3 566</b>	<b>12 955</b>	<b>49 544</b>

### 6.7.11 Analyse de l'endettement financier net

#### Evolution de l'endettement financier net

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
Partie à long terme des dettes financières	10 642	8 885
Partie à court terme des dettes financières	3 942	3 191
Emprunts à moins d'un an et banques créditrices		
<b>Total dettes brutes</b>	<b>14 584</b>	<b>12 076</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>12 056</b>	<b>17 371</b>
<b>TOTAL ENDETTEMENT NET</b>	<b>2 528</b>	<b>-5 295</b>

Le détail des dettes brutes est présenté au point 3.6.7.10.

#### Financement du BFR

	31/12/2020		31/12/2019	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
Stocks	13 218		10 511	
Créances nettes clients	14 214		12 551	
Dettes nettes fournisseurs		4 287		2 803
Créances et dettes sociales & fiscales		3 115		4 103
Autres créances & dettes		23 019		20 614
<b>BFR</b>		<b>2 990</b>		<b>4 457</b>
<b>Financement du BFR</b>	<b>2 990</b>		<b>4 457</b>	
Fonds de roulement	-9 067		-12 914	
Trésorerie	12 056		17 371	
Concours bancaires courants	0		0	

En 2019 et 2020, la société dégage des ressources en fonds de roulement de l'ordre de, respectivement, 4,5 M€ et 3,0 M€ qui s'expliquent essentiellement par le montant des prépayés. En 2020, avec un fonds de roulement de 9,1 M€, la trésorerie s'élève à 12,1 M€.

### 6.7.12 Provision pour engagement de retraite

#### Evolution de l'engagement

En milliers d'€	Engagements de retraite
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>396</b>
Dotations	93
Reprises	
Variation de périmètre	
Pertes et gains actuariels	117
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>606</b>
Dotations	145
Reprises	
Variation de périmètre	
Pertes et gains actuariels	44
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>794</b>

### 6.7.13 Autres provisions

En milliers d'€	Provision SAV	Provision pour impôts	Provisions pour litiges	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>554</b>	<b>52</b>	<b>265</b>	<b>871</b>
Dotations	122	0	50	172
Reprises	0	0	0	0
Variation de périmètre	0	0	0	0
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>676</b>	<b>52</b>	<b>315</b>	<b>1 043</b>
Dotations	6	0	20	26
Reprises	-93	-39	0	-132
Variation de périmètre	0	0	0	0
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>589</b>	<b>13</b>	<b>335</b>	<b>937</b>

Suite à un contrôle fiscal, une provision pour impôts a été constituée pour couvrir le montant du redressement au titre des exercices 2014 et 2015. La provision a été réajustée au 31 décembre 2020 en fonction des paiements réalisés pour 39 K€.

La provision pour litiges concerne des litiges prud'homaux et commerciaux.

### 6.7.14 Actifs et Passifs éventuels

Aucun actif ou passif éventuel n'a été constaté par la Société.

### 6.7.15 Dettes fournisseurs et autres dettes

#### Ventilation par nature des dettes fournisseurs et autres dettes

##### Dettes fournisseurs

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
Dettes fournisseurs	3 873	2 644
Dettes d'immobilisations	414	159
<b>TOTAL</b>	<b>4 287</b>	<b>2 803</b>

##### Autres passifs non courants

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
Dettes sociales et fiscales		
Avances et acomptes reçus		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance <sup>(1)</sup>	22 143	19 419
<b>TOTAL</b>	<b>22 143</b>	<b>19 419</b>
<sup>(1)</sup> dont		
Passifs de contrats sur prépayés	20 936	17 966
CIR et CII	1 171	1 406
Subventions d'investissement	36	46
	<b>22 143</b>	<b>19 419</b>

Pour le dénouement des PCA, voir note 3.6.11.2.

##### Autres passifs courants

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
Dettes sociales et fiscales	4 500	3 582
Avances et acomptes reçus		
Autres dettes	1 194	1 210
Produits constatés d'avance	2 835	2 413
<b>TOTAL</b>	<b>8 530</b>	<b>7 205</b>
<b>dont passifs de contrats sur prépayés</b>	<b>2 278</b>	<b>1 952</b>
dont reprise passifs de contrats prépayés	2 272	1 948
dont nouveaux passifs de contrats prépayés	5 567	5 512

## 6.8 COMPTE DE RESULTAT

### 6.8.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend la vente des produits et des services. Il est évalué à la juste valeur de la contrepartie attendue, net de rabais, remises et ristournes éventuels et hors TVA et autres taxes.

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de matériels	28 995	30 176
Ventes de prestations de services	11 436	9 808
<b>TOTAL</b>	<b>40 431</b>	<b>39 984</b>

Les ventes de prestations de services intègrent 6 967 K€ de chiffres d'affaires abonnements dits « sans engagement ou avec engagement échu » en 2020 contre 5 044 K€ en 2019.

Dans le contexte sanitaire liée à la COVID19, l'activité France a très légèrement fléchi de -1.2% à 36 M€ contre 36,4 M€ en 2019. Le retard très marqué au 2ème trimestre du fait du 1er confinement a été en très grande partie compensé sur le second semestre.

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
France	36 013	36 448
Export	4 417	3 536
<b>TOTAL</b>	<b>40 431</b>	<b>39 984</b>

L'international ressort à 4,4 M€ contre 3,5 M€ un an auparavant, soit une augmentation de 24,9 %, avec la montée en puissance de l'activité commerciale en Europe au 4ème trimestre à plus de 55%.

Les ventes de matériel en baisse de -3.9% ont été affectées par le 1er confinement consécutif à la crise sanitaire et notamment par la baisse plus marquée de la marque Hexact sur un marché de l'interphonie filaire toujours en recul. Cette tendance de marché conforte le positionnement de la marque Intratone avec une offre d'interphonie sans fil inédite à destination de l'habitat collectif.

Les ventes de matériels comprennent à la fois les ventes aux distributeurs (matériels seulement) et les composantes « ventes » de matériels (platines, etc.) des contrats d'offres globales de type Classique et Premium.

Ces ventes correspondent à des obligations de prestations comptabilisées à un moment précis correspondant à la date de livraison des matériels en question.

Les prestations de services comprennent de la maintenance et des services de gestion de sécurisation d'accès, lesquels incluent la mise à disposition d'une carte SIM, cela afin de donner accès aux services de gestion de contrôle d'accès (accès aux

applications web développées en interne et mises à disposition des gestionnaires, formation de ces gestionnaires, assistance téléphonique, maintenance de ces applications, etc.).

Ces prestations de services constituent des obligations de prestations pluriannuelles comptabilisées à l'avancement, suivant les coûts engagés conformément à l'IFRS 15. Compte tenu de la structure et du rythme d'engagement des dépenses supportées pour assurer les prestations (dépenses stables d'un exercice à l'autre), la méthode d'avancement retenue correspond au montant du prix de transaction proratisé sur la durée du contrat (revenus constatés de façon linéaire sur la durée du contrat). Par ailleurs, le prix de transaction n'étant soumis à aucune variabilité, le degré d'incertitude sur le montant du chiffre d'affaires total et donc sur l'avancement à la date de clôture, est nul.

### 6.8.2 Achats consommés

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
Achats de matières premières	-14 560	-14 062
Variation de stocks de matières premières	1 631	1 452
Achats de carte SIM	-2 020	-2 171
Achats non stockés	-619	-664
Transports sur achats	-59	-50
Production immobilisée	453	355
Transferts de charges	0	14
<b>TOTAL</b>	<b>-15 173</b>	<b>-15 125</b>

Les achats non stockés comprennent essentiellement les prototypes et petit outillage du bureau d'études ainsi que le carburant.

### 6.8.3 Charges de personnel et effectif

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
Salaires	-11 875	-10 984
Variation provision pour congés payés	-114	-94
Primes	-399	-21
Indemnités & avantages divers	-370	-292
Charges sociales	-4 330	-3 951
Participation des salariés	-147	-368
Subventions et transferts de charges de personnel	255	274
Production immobilisée	949	1 223
<b>TOTAL</b>	<b>-16 030</b>	<b>-14 213</b>

### Effectif du Groupe

	31/12/2020	31/12/2019
Cadres	76	52
Employés <sup>(1)</sup>	165	160
Ouvriers	31	20
Apprentis	4	2
<b>TOTAL</b>	<b>275</b>	<b>234</b>

L'effectif présenté est un effectif moyen calculé selon le code de la Sécurité Sociale et ne comprend pas le cas échéant les intérimaires.

<sup>(1)</sup> Les sociétés IT GmbH, IT UK et IT BV emploient au 31 décembre 2020 respectivement 34, 20 et 15 salariés (soit un effectif moyen en 2020 respectivement de 33, 20 et 13 employés). Dans ces pays, il n'existe pas de catégories professionnelles comme présentées ci-dessus. Les salariés ont donc été intégrés aux employés pour un nombre de 66 au total.

COGEELEC a développé son effectif dans les différents services et notamment la DSI, la production et le service administratif & juridique. Les filiales ont recruté plusieurs personnes dans le cadre de leur création, et notamment des commerciaux.

#### 6.8.4 Charges externes

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	-2 553	-2 161
Publicité	-2 558	-2 036
Déplacements, missions et réceptions	-346	-1 086
Locations	-243	-440
Transport sur ventes	-404	-405
Personnel intérimaire	-578	-521
Autres postes	-1 489	-1 556
<b>TOTAL</b>	<b>-8 170</b>	<b>-8 205</b>

Les honoraires sont principalement constitués des prestations de direction technique et marketing HRC, des honoraires comptables, juridiques et de conseils (pour l'étude de brevets notamment et le calcul du CIR) et des honoraires liés aux marchés financiers. Les prestations H.R.C. s'élèvent à 763 K€ au 31 décembre 2020 contre 747 K€ au 31 décembre 2019 (voir note 6.10.2). Une partie de ces honoraires est compensée par de la production immobilisée pour 287 K€ au 31 décembre 2020 et 404 K€ au 31 décembre 2019.

Les frais de publicité sont constitués des dépenses de foires & expositions, des insertions dans la presse et de communication/marketing. Le Groupe a consacré 600 K€ à des opérations marketing exceptionnelles sur le 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 (affiches sur les bus, écrans animés sur points de vente...).

La baisse des frais de déplacements, missions et réceptions est directement liée à la crise sanitaire.

Les autres postes correspondent principalement aux dépenses d'entretien, de télécommunications et de cotisations (cotisations professionnelles et honoraires de recrutement).

#### 6.8.5 Détail des autres produits et charges opérationnels courants

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
QP subvention d'investissement reprise au résultat (1)	717	421
Autres produits	20	41
Autres charges	-44	-157
<b>TOTAL</b>	<b>692</b>	<b>305</b>
<sup>(1)</sup> dont		
Reprise de subvention CIR et CII	706	366
Reprise de subvention sur avance à taux 0		47
Reprise de subvention sur crédit-bail immobilier	11	8
	<b>717</b>	<b>421</b>

### 6.8.6 Détail des autres produits et charges opérationnels

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
Prix de vente des immobilisations cédées	32	39
VNC des éléments d'actifs cédés <sup>(1)</sup>	-679	-26
Reprises provisions exceptionnelles <sup>(2)</sup>	39	
Autres produits non courants	20	
Autres charges non courantes	-6	-13
<b>TOTAL</b>	<b>-594</b>	<b>-1</b>

(1) En 2020, abandon des projets Platine à étiquettes Anti-Vandal et Kit Villa IP 2 fils.

(2) En 2020, reprise provision pour impôt correspondant au paiement de l'exercice..

### 6.8.7 Cout de l'endettement net

#### Coût de l'endettement financier net

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
Revenus comptes à terme	20	22
<b>Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie</b>	<b>20</b>	<b>22</b>
Intérêts des emprunts	-99	-95
Intérêts sur crédits-bails	-71	-79
Intérêts sur locations simples	-6	-4
Intérêts sur aide remboursable oseo innovation	0	-47
Intérêts bancaires	0	-4
Intérêts des autres dettes	0	-1
<b>Coût de l'endettement financier brut</b>	<b>-175</b>	<b>-232</b>
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>-155</b>	<b>-210</b>

Le coût de l'endettement financier net regroupe d'une part, les intérêts sur emprunts et autres dettes financières, et d'autre part, les revenus de placement.

### Autres produits et charges financiers

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
Gains de change	30	147
Revenus des créances commerciales	39	58
Revenus sur autres prêts	0	0
Autres produits financiers	2	4
<b>Autres produits financiers</b>	<b>72</b>	<b>208</b>
Pertes de change	-269	-76
Dépréciation prêts	0	0
<b>Autres charges financières</b>	<b>-269</b>	<b>-76</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-196</b>	<b>132</b>

Les revenus des créances commerciales correspondent à la partie financement des loyers encaissés sur contrats de location.

### 6.9 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Les options suivantes ont été retenues :

- Les intérêts et les dividendes versés sont classés en flux de trésorerie de financement car ils sont le coût d'obtention de ressources financières ou des retours sur investissements ;
- Les incidences des augmentations de pourcentage d'intérêts et des cessions sont classées dans les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement.

L'évolution de la capacité d'autofinancement traduit l'évolution de l'activité du Groupe.

Le BFR lié à l'activité présente un dégagement sur les exercices 2019 et 2020 notamment en raison des facturations d'avance sur les prépayés, lesquels sont constatés en passif de contrat quand la facturation n'est pas acquise. La variation des passifs de contrat sur prépayés figure dans les postes :

- « autres passifs non courants » pour 3 192 K€ en 2019 et 2 970 K€ en 2020
- et « autres passifs courants » pour 2 320 K€ en 2019 et 2 672 K€ en 2020.

Les notes ci-dessous détaillent certains éléments du tableau des flux de trésorerie.

6.9.1			
Prix de cession	3.6.8.6	-32	-39
<b>Prix de cession corrigé</b>		<b>-32</b>	<b>-39</b>
Valeur nette comptable	3.6.8.6	679	26
VNC sur immobilisations en cours soldées en charges externes			
<b>Valeur nette comptable corrigée</b>		<b>679</b>	<b>26</b>
<b>Plus et moins-values de cessions</b>		<b>646</b>	<b>-13</b>

6.9.2			
Charge d'impôt exigible		784	1 501
Charge d'impôt différé		15	107
Report d'impôt		0	0
<b>Charge d'impôt (y compris impôts différés)</b>		<b>799</b>	<b>1 609</b>

  

6.9.3			
Créance/Dette d'impôt exigible à l'ouverture	<b>3.6.10.1</b>	-1 485	787
Charge d'impôt exigible		-784	-1 501
Créance/Dette d'impôt exigible à la clôture	<b>3.6.10.1</b>	-66	1 485
Annulation économie d'IS générée par les frais IPO imputés sur les capitaux propres			
<b>Impôts versés</b>		<b>-2 335</b>	<b>771</b>

  

6.9.4			
Variation stocks	<b>3.6.7.6</b>	-2 706	-2 162
Impact des écarts de change		9	-12
<b>Variation créances clients en BFR</b>		<b>-2 697</b>	<b>-2 174</b>

  

6.9.5			
Variation créances clients	<b>3.6.7.7</b>	-1 499	-833
Impact des écarts de change		-13	10
<b>Variation créances clients en BFR</b>		<b>-1 512</b>	<b>-823</b>

  

6.9.6			
Variation autres actifs courants (hors prêts et cautions)	<b>3.6.7.7</b>	-693	-472
Impact des écarts de change		-88	5
<b>Variation autres actifs courants en BFR</b>		<b>-701</b>	<b>-466</b>

  

6.9.7			
Variation autres passifs non courants	<b>3.6.7.15</b>	2 724	3 205
Impact des écarts de change		9	-7
<b>Variation autres passifs non courants en BFR</b>		<b>2 733</b>	<b>3 197</b>

  

6.9.8			
Variation dettes fournisseurs	<b>3.6.7.15</b>	1 229	-83
Impact des écarts de change		98	-81
- Impact des écarts de change sur réciprocity		-88	73
<b>Variation dettes fournisseurs en BFR</b>		<b>1 239</b>	<b>-91</b>

6.9.9			
Reprises de subventions	3.6.8.5	717	421
Part des produits constatés d'avance repris au résultat	3.6.7.15	2 272	1 948
Variation des autres passifs courants	3.6.7.15	1 325	1 688
Impact des écarts de change		6	-1
<b>Autres passifs courants</b>		<b>4 320</b>	<b>4 055</b>

6.9.10			
Acquisitions d'immobilisations	3.6.7.1 et 3.6.7.2	-5 619	-6 184
- Nouveaux crédits-bails	3.6.7.10	1 103	2 523
Variation des dettes d'immobilisations	3.6.7.15	225	-67
- Variation dettes sur immobilisations liées au rachat de minoritaires			
INTRATONE			
<b>Acquisitions d'immobilisations</b>		<b>-4 261</b>	<b>-3 728</b>

6.9.11			
Autres actifs financiers à l'ouverture		264	255
Autres actifs financiers à la clôture	3.6.7.3	-398	-264
<b>Variation des actifs non courants</b>		<b>-135</b>	<b>-9</b>
Neutralisation des dépréciations			
VNC sur dépôts de garantie et cautions			-15
<b>Variation des prêts et avances consenties sur actifs non courants</b>		<b>-135</b>	<b>-24</b>
Autres actifs courants à l'ouverture (immobilisations financières)		38	39
Autres actifs courants à la clôture (immobilisations financières)	3.6.7.7	-59	-38
<b>Variation des actifs courants</b>		<b>-21</b>	<b>1</b>
Neutralisation des dépréciations			
<b>Variation des prêts et avances consenties sur actifs courants</b>		<b>-21</b>	<b>1</b>
<b>Variation des prêts et avances consenties</b>		<b>-156</b>	<b>-23</b>

6.9.12			
Nouveaux emprunts	3.6.7.10	6 102	6 857
- Nouveaux crédits-bails	3.6.7.10	-1 103	-2 523
<b>Nouveaux emprunts</b>		<b>4 999</b>	<b>4 334</b>

## 6.10 AUTRES INFORMATIONS

### 6.10.1 Impôts

#### Bilan Passif (en K€)

	31/12/2020	31/12/2019
<b>ACTIF NON COURANT</b>		
Impôt différé		
Créance d'impôt exigible		
<b>ACTIF COURANT</b>		
Créance d'impôt exigible <sup>1</sup>	66	
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>66</b>	<b>—</b>

<sup>1</sup> Créance d'impôt issue des comptes sociaux hors CIR et CII

### Bilan Passif (en K€)

	31/12/2020	31/12/2019
<b>PASSIF NON COURANT</b>		
Impôt différé	137	134
Dettes d'impôt exigible		
<b>PASSIF COURANT</b>		
Dettes d'impôt exigible <sup>1</sup>		1 485
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>137</b>	<b>1 619</b>

<sup>1</sup> Dette d'impôt issue des comptes sociaux hors CIR et CII

### Dettes d'impôt nette (en K€)

	Courant		Non courant	
	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2019
Créance d'impôt exigible nette	66	—		
Dettes d'impôt exigible nette	—	1 485		

### Analyse de la charge d'impôt (en K€)

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Résultat comptable avant impôt</b>	<b>-2 917</b>	<b>-963</b>
Charge d'impôt théorique	-753	-249
Impact des charges définitivement non déductibles nettes des produits définitivement non imposables	66	43
Impact des crédits d'impôt	-185	-98
Impact des déficits de l'exercice non activés	1 684	1 714
Impact des différences de taux d'imposition	70	256
Impact de la CVAE	226	216
Impact des écarts de change	-5	17
<b>Charge d'impôt effective</b>	<b>1 104</b>	<b>1 899</b>

La charge d'impôt du groupe en 2020 est de 1 104 K€ contre 1 899 K€ en 2019.

La norme IAS 12 préconise de retenir le dernier taux d'impôt voté pour le calcul des impôts différés. En France, le taux d'impôt va être évolutif dans le temps jusqu'en 2022. Le groupe a retenu le taux de 25% majoré de la contribution de 3.3%.

#### 6.10.2 Parties liées

Les parties liées identifiées au 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019 sont les suivantes :

- La société SAS H.R.C., dont le président est Roger LECLERC, Président Directeur Général de la SA COGELEC .
- La société S.R.C., dont le président est la société H.R.C. représentée par Roger LECLERC .

H.R.C. refacture des prestations de services à COGELEC dans les domaines suivants : politique générale, investissements, politique commerciale, marketing et financière, gestion de projets et création des offres.

L'impact des relations avec les parties liées sur les différents postes du bilan et du compte de résultat est le suivant :

PASSIF	31/12/2020	31/12/2019
Autres passifs non courants		
<b>Total passif non courant</b>		
Emprunts et dettes financières		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	60	48
<b>Total passif courant</b>	<b>60</b>	<b>48</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>60</b>	<b>48</b>

	31/12/2020	31/12/2019
Charges externes	-763	-741
Impôts et taxes		
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>-763</b>	<b>-741</b>
Coût de l'endettement financier brut		
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	<b>-763</b>	<b>-741</b>

### 6.10.3 Rémunérations des principaux dirigeants

Le Groupe a défini et limité la définition de principaux dirigeants aux dirigeants mandataires sociaux, à savoir au dirigeant principal, Roger LECLERC, Président Directeur Général de la SA COGELEC.

Les rémunérations versées aux principaux dirigeants s'analysent de la façon suivante (en K€) :

En milliers d'€	31/12/2020	31/12/2019
Salaires	300	300
<b>REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS</b>	<b>300</b>	<b>300</b>

Le dirigeant ne perçoit pas :

- d'avantages à court terme
- d'avantage postérieur à l'emploi
- d'autres avantages à long terme
- d'indemnités de fin de contrat de travail
- de paiements fondés sur des actions

#### 6.10.4 Honoraires des commissaires aux comptes

	ARC			
	31/12/2020		31/12/2019	
	Commissaires aux comptes (ARC)	Réseau	Commissaires aux comptes (ARC)	Réseau
<b>Certification et examen limité semestriel des comptes individuels et consolidés</b>				
• Émetteur	71		75	
• Filiales intégrées globalement				
<b>Sous-total</b>	<b>71</b>		<b>75</b>	
<b>Services autres que la certification des comptes</b>				
• Émetteur				
• Filiales intégrées globalement				
<b>Sous-total</b>	<b>—</b>		<b>—</b>	
<b>TOTAL des honoraires des commissaires aux comptes</b>	<b>71</b>		<b>75</b>	<b>—</b>

	DELOITTE			
	31/12/2020		31/12/2019	
	Commissaires aux comptes (Deloitte & Associés)	Réseau	Commissaires aux comptes (Deloitte & Associés)	Réseau
<b>Certification et examen limité semestriel des comptes individuels et consolidés</b>				
• Émetteur	71		75	
• Filiales intégrées globalement				
<b>Sous-total</b>	<b>71</b>		<b>75</b>	
<b>Services autres que la certification des comptes</b>				
• Émetteur	22			
• Filiales intégrées globalement				
<b>Sous-total</b>	<b>22</b>		<b>—</b>	
<b>TOTAL des honoraires des commissaires aux comptes</b>	<b>93</b>		<b>75</b>	

	ADLER SHINE LLP			
	31/12/2020		31/12/2019	
	Commissaires aux comptes (Adler Shine LLP)	Réseau	Commissaires aux comptes (Adler Shine LLP)	Réseau
<b>Certification et examen limité semestriel des comptes individuels et consolidés</b>				
• Émetteur				
• Filiales intégrées globalement	11		7	
<b>Sous-total</b>	11		7	
<b>Services autres que la certification des comptes</b>				
• Émetteur				
• Filiales intégrées globalement	2		5	
<b>Sous-total</b>	2		5	
<b>TOTAL des honoraires des commissaires aux comptes</b>	13		11	

Concernant les filiales étrangères, seule la société INTRATONE UK a nommé un commissaire aux comptes : le cabinet ADLER SHINE LLP.

### 6.10.5 Indicateurs opérationnels de performance

#### Marge brute

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>40 431</b>	<b>39 984</b>
Autres produits de l'activité	5	5
Achats consommés	-15 173	-15 125
Variation de stocks de produits en-cours et produits finis	1 142	626
<b>MARGE BRUTE</b>	<b>26 404</b>	<b>25 490</b>
<i>En pourcentage de CA</i>	<b>65.3%</b>	<b>63,8 %</b>

Les achats consommés sont détaillés au point 3.6.8.2.

#### EBITDA

	31/12/2020	31/12/2019
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>-2 566</b>	<b>-885</b>
Dotations aux amortissements	3 955	3 301
Dépréciations des actifs nettes des reprises	262	370
<b>EBITDA <sup>1</sup></b>	<b>1 651</b>	<b>2 787</b>
<i>En pourcentage de CA</i>	<b>4.1%</b>	<b>7.0%</b>

<sup>1</sup> EBITDA : L'EBITDA est défini par COGEELEC comme le résultat opérationnel avant dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs nettes des reprises.

## 6.11 RISQUES PORTES PAR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

### 6.11.1 Analyse des covenants

La Société n'a été soumise à aucun covenant dans le cadre de ses financements, pour les exercices 2020 et 2019.

### 6.11.2 Echancier des actifs et passifs financiers

2020

ACTIF (en K€)	Valeur au bilan	- 1 an	à 2 ans	à 3 ans	à 4 ans	à 5 ans	+ 5 ans
<b>Autres actifs financiers</b>	<b>454</b>						
Titres immobilisés (parts BPA)	200						200
Retenues garanties BPI	125			50	75		
Dépôt de garantie sur location immobilière	22						22
Dépôt de garantie local IT UK	55				55		
Dépôt de garantie local IT GMBH	22				22		
Dépôt de garantie local IT BV	28		5				23
Prêts au personnel	2		2				
<b>Autres actifs non courants</b>	<b>4 663</b>						
Créances clients	76						76
Créances clients sur contrats de location	2 828		1 154	881	565	222	6
Charges constatées d'avance	1 759		317	312	303	286	542
<b>Actifs financiers non courants</b>	<b>5 116</b>	<b>0</b>	<b>1 477</b>	<b>1 243</b>	<b>1 019</b>	<b>508</b>	<b>869</b>
Stocks et en-cours	13 218	13 218					
Créances clients et comptes rattachés	11 310						
Créances clients	9 881	9 881					
Créances clients sur contrats de location	1 428	1 428					
<b>Autres actifs courants</b>	<b>2 855</b>						
Prêts au personnel	3	3					
Dépôts de garantie IT UK	1	1					
Avances et acomptes versés	24	24					
Créances sociales	44	44					
Créances fiscales	1 413	1 413					
Autres créances d'exploitation	534	534					
Charges constatées d'avance	836	836					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 056	12 056					
<b>Actifs financiers courants</b>	<b>39 439</b>	<b>39 439</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL ACTIF FINANCIER</b>	<b>44 556</b>	<b>39 439</b>	<b>1 477</b>	<b>1 243</b>	<b>1 019</b>	<b>508</b>	<b>869</b>

2019

ACTIF (en K€)	Valeur au bilan	- 1 an	à 2 ans	à 3 ans	à 4 ans	à 5 ans	+ 5 ans
<b>Autres actifs financiers</b>	<b>264</b>						
Titres immobilisés (parts BPA)	16						16
Retenues garanties BPI	125				50	75	
Dépôt de garantie sur location immobilière	21						21
Dépôt de garantie local IT UK	55		55				
Dépôt de garantie local IT GMBH	22				22		
Dépôt de garantie IT BV	23			5			19
<b>Autres actifs non courants</b>	<b>4 108</b>						
Créances clients	76						76
Créances clients sur contrats de location	2 665		1 079	803	531	213	39
Charges constatées d'avance	1 367		225	224	221	202	496
<b>Actifs financiers non courants</b>	<b>4 372</b>	<b>0</b>	<b>1 359</b>	<b>1 032</b>	<b>824</b>	<b>490</b>	<b>667</b>
Stocks et en-cours	10 511	10 511					
<b>Créances clients et comptes rattachés</b>	<b>9 811</b>						
Créances clients	8 563	8 563					
Créances clients sur contrats de location	1 248	1 248					
<b>Autres actifs courants</b>	<b>2 196</b>						
Prêts au personnel	1	1					
Prêt Diamo	0	0					
Retenues garanties BPI	15	15					
Dépôt de garantie local IT GMBH	5	5					
Dépôts de garantie IT UK	17	17					
Avances et acomptes versés	67	67					
Créances sociales	50	50					
Créances fiscales	1 048	1 048					
Autres créances d'exploitation	553	553					
Charges constatées d'avance	441	441					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17 371	17 371					
<b>Actifs financiers courants</b>	<b>39 889</b>	<b>39 889</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL ACTIF FINANCIER</b>	<b>44 261</b>	<b>39 889</b>	<b>1 359</b>	<b>1 032</b>	<b>824</b>	<b>490</b>	<b>667</b>

## 2020

PASSIF (en K€)	Valeur au bilan	- 1 an	à 2 ans	à 3 ans	à 4 ans	à 5 ans	+ 5 ans
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>10 642</b>						
Emprunts bancaires	7 501		2 301	2 120	1 882	956	241
Dettes sur crédit-bail	1 833		312	321	331	340	530
Dettes sur locations simples	1 308		671	416	160	53	9
<b>Autres passifs non courants</b>	<b>22 143</b>						
PCA sur contrats prépayés	20 936		2 255	2 216	2 180	2 138	12 147
CIR et CII	1 171		446	436	191	76	22
BPI - subvention sur avance à taux zéro	36		11	11	6	3	6
OSEO - subventions d'investissement							
<b>Passifs financiers non courants</b>	<b>32 785</b>	<b>0</b>	<b>5 995</b>	<b>5 520</b>	<b>4 750</b>	<b>3 566</b>	<b>12 955</b>
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>3 942</b>						
Emprunts bancaires	2 804	2 804					
Intérêts courus non échus	4	4					
Dettes sur crédits-bails	302	302					
Dettes financières diverses	832	832					
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>4 287</b>	<b>4 287</b>					
<b>Autres passifs courants</b>	<b>8 530</b>						
Dettes sociales et fiscales	4 500	4 500					
Autres dettes	1 194	1 194					
Produits constatés d'avance	2 835	2 835					
<b>Passifs financiers courants</b>	<b>16 759</b>	<b>16 759</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL PASSIF FINANCIER</b>	<b>49 544</b>	<b>16 759</b>	<b>5 995</b>	<b>5 520</b>	<b>4 750</b>	<b>3 566</b>	<b>12 955</b>

## 2019

PASSIF (en K€)	Valeur au bilan	- 1 an	à 2 ans	à 3 ans	à 4 ans	à 5 ans	+ 5 ans
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>8 885</b>						
Emprunts bancaires	5 642		1 817	1 303	1 119	873	529
Dettes sur crédit-bail	2 136		302	312	321	331	870
Dettes sur locations simples	1 108		587	293	99	69	60
<b>Autres passifs non courants</b>	<b>19 419</b>						
PCA sur contrats prépayés	17 966		1 859	1 841	1 812	1 781	10 672
CIR et CII	1 406		428	386	375	181	36
BPI - subvention sur avance à taux zéro	0						
OSEO - subventions d'investissement	46		11	11	11	6	9
<b>Passifs financiers non courants</b>	<b>28 304</b>	<b>0</b>	<b>5 004</b>	<b>4 147</b>	<b>3 736</b>	<b>3 241</b>	<b>12 176</b>
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>3 191</b>						
Emprunts bancaires	2 079	2 079					
Emprunts OSEO	30	30					
Dettes sur crédits-bails	306	306					
Dettes sur locations simples	776	776					
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>2 803</b>	<b>2 803</b>					
<b>Autres passifs courants</b>	<b>7 205</b>						
Dettes sociales et fiscales	3 582	3 582					
Autres dettes	1 210	1 210					
Produits constatés d'avance	2 413	2 413					
<b>Passifs financiers courants</b>	<b>13 198</b>	<b>13 198</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL PASSIF FINANCIER</b>	<b>41 502</b>	<b>13 198</b>	<b>5 004</b>	<b>4 147</b>	<b>3 736</b>	<b>3 241</b>	<b>12 176</b>

### 6.11.3 Juste valeur des actifs et passifs financier

Les actifs et passifs du Groupe sont évalués de la manière suivante pour chaque année en fonction des catégories d'évaluation définies par IFRS 9 :

en K€	31/12/2020	Valeur - état de situation financière selon IFRS 9		
	Valeur Etat de situation financière	Juste-valeur par le compte de résultat	Juste-valeur par les capitaux propres	Coût amorti
Actifs financiers non courants	454		454	
Clients et comptes rattachés	14 214			14 214
Autres créances	4 614			4 614
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 056	12 056		
<b>Total des rubriques relevant d'un poste d'actif</b>	<b>31 338</b>	<b>12 056</b>	<b>454</b>	<b>18 828</b>
Dettes financières courantes	3 942			3 942
Dettes financières non courantes	10 642			10 642
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 287			4 287
Autre dettes	30 673			30 673
<b>Total des rubriques relevant d'un poste de passif</b>	<b>49 544</b>			<b>49 544</b>

en K€	31/12/2019	Valeur - état de situation financière selon IFRS 9		
	Valeur Etat de situation financière	Juste-valeur par le compte de résultat	Juste-valeur par les capitaux propres	Coût amorti
Actifs financiers non courants	264		264	
Clients et comptes rattachés	12 551			12 551
Autres créances	3 564			3 564
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17 371	17 371		
<b>Total des rubriques relevant d'un poste d'actif</b>	<b>33 750</b>	<b>17 371</b>	<b>264</b>	<b>16 115</b>
Dettes financières courantes	3 191			3 191
Dettes financières non courantes	8 885			8 885
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 803			2 803
Autre dettes	26 623			26 623
<b>Total des rubriques relevant d'un poste de passif</b>	<b>41 502</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>41 502</b>

### 6.11.4 Engagements hors bilan par échéance

#### Engagements financiers au 31 décembre 2020

En milliers d'€	TOTAL	2021	2022	2023	2024	2025	Au-delà
<b>Engagements donnés</b>							
Suretés réelles	312	277	35				
Commandes d'immobilisations	446	446					
Travaux relatifs à l'extension	2 500	2 500					
Engagement de fourniture <sup>(1)</sup>	3 810	1 397	794	585	444	337	254
Intérêts des emprunts	209	87	64	39	16	3	0
Intérêts sur crédit-bail	232	62	53	43	34	24	17
Intérêts sur locations simples	15	8	4	2	1	0	0
<b>Total engagements donnés</b>	<b>7 524</b>	<b>4 775</b>	<b>949</b>	<b>669</b>	<b>494</b>	<b>364</b>	<b>272</b>
<b>Engagements reçus</b>							
Plafond découverts autorisés	1 450	1 450					
Abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune	50						50
Diamo							
Commandes d'immobilisations	1 353	1 353					
Travaux relatifs à l'extension	3 500	3 500					
Engagement d'achat <sup>(1)</sup>	3 810	1 397	794	585	444	337	254
Intérêts des emprunts	209	87	64	39	16	3	0
Intérêts sur crédit-bail	232	62	53	43	34	24	17
Intérêts sur locations simples	15	8	4	2	1	0	0
<b>Total engagements reçus</b>	<b>10 619</b>	<b>7 857</b>	<b>914</b>	<b>669</b>	<b>494</b>	<b>364</b>	<b>322</b>

La baisse des engagements d'achat et de fourniture s'explique par :

- Au fur & à mesure que les contrats avec engagement arrivent à terme, ils sont reconduits en contrats sans engagement (le taux de résiliation est très faible) et ne sont donc plus repris en engagements hors bilan.
- De même, les nouveaux contrats conclus n'ont plus de période d'engagement ferme et ne sont donc pas repris en engagements hors bilan.

Concernant ces contrats sans engagement en cours au 31 décembre 2020, le Groupe prévoit un chiffre d'affaires de 8 575 K€ pour l'année 2021.

### Engagements financiers au 31 décembre 2019

En milliers d'€	TOTAL	2020	2021	2022	2023	2024	Au-delà
<b>Engagements donnés</b>							
Suretés réelles	592	280	277	35			
Commandes d'immobilisations	189	189					
Engagement de fourniture <sup>(1)</sup>	5 864	2 105	1 439	790	554	408	568
Intérêts des emprunts	212	83	59	39	22	7	2
Intérêts sur crédit-bail	302	71	62	53	43	34	41
Intérêts sur locations simples	10	4	3	1	1	0	0
<b>Total engagements donnés</b>	<b>7 170</b>	<b>2 733</b>	<b>1 839</b>	<b>918</b>	<b>620</b>	<b>449</b>	<b>610</b>
<b>Engagements reçus</b>							
Plafond découverts autorisés	1 800	1 800					
Abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune	50						50
Diamo							
Commandes d'immobilisations	1 043	1 043					
Engagement d'achat <sup>(1)</sup>	5 864	2 105	1 439	790	554	408	568
Intérêts des emprunts	212	83	59	39	22	7	2
Intérêts sur crédit-bail	302	71	62	53	43	34	41
Intérêts sur locations simples	10	4	3	1	1	0	0
<b>Total engagements reçus</b>	<b>9 282</b>	<b>5 107</b>	<b>1 562</b>	<b>883</b>	<b>620</b>	<b>449</b>	<b>660</b>

#### (1) Engagements sur les contrats de location

Les prêts accordés par OSEO BDPME pour une enveloppe globale de 2.5 M€ au 31 décembre 2020 et 2.8 M€ au 31 décembre 2019, bénéficient de gages espèces à hauteur de 125 K€ au 31 décembre 2020 contre 140 K€ au 31 décembre 2019.

#### 6.11.5 Secteurs opérationnels

La ventilation du chiffre d'affaires entre l'activité ventes de matériels et prestations de services et la répartition du chiffre d'affaires entre la France et l'Export est présenté au point 6.8.1.

Les actifs présents à l'étranger ne sont pas significatifs.

Sur les exercices 2019 et 2020, aucun client ne représente plus de 10% du CA.